

QUATRIÈME SUITE
DES
REFLEXIONS
LIBRES
ET DÉSINTERESSÉES,

OU

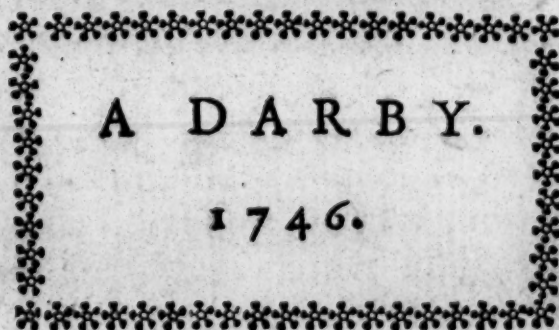
PLAIDOYER

DE MONSIEUR L'AVOCAT GENERAL
du Grand Comité de la Nation Britannique,

*Concernant les droits respectifs des Prétendans à la Couronne de la
Grande-Bretagne :*

AVEC LES CONCLUSIONS.

TRADUIT DE L'ANGLAIS.



Quatrième Suite.

QUATRIÈME SUIVE
DES
RÉFLEXIONS
LIBRES
ET DÉSIGNÉES
PAR
PAIDOTER

DE MONSIEUR L'AVOCAT GÉNÉRAL
au Grand Conseil de la Nation
Contre les abus de la Prédication à la Couronne de la



AVEC LES
TRADUIT DE L'ANCIEN

A D'ARBY
1746

Quatrième Livre

111

QUATRIÈME SUITE
DES REFLEXIONS
LIBRES ET DÉSINTERESSÉES:

O V

PLAIDOYER
DE MONSIEUR L'AVOCAT GENERAL
du Grand *Committé* de la Nation Britannique,

*Concernant les droits respectifs des Prétendants à la Couronne de la
Grande-Bretagne:*

AVEC LES CONCLUSIONS.

VOICI enfin, Monsieur, le Plaidoyer que j'ai préparé en
qualité d'Avocat Général du Grand *Committé* de la Nation
Britannique sur les droits respectifs des illustres Compétiteurs de
notre Couronne. Quoique mon ministère m'oblige à me déter-
miner pour le parti qui me paroît le plus conforme aux regles
de la Justice & aux Loix établies, vous pourrez pourtant vous
convaincre que je soutiens mon caractère d'impartial dans la
discussion des moyens allegués de part & d'autre. Ce n'est point
par prédilection pour la Maison Royale des *Stuarts*, que j'ai rendu
des Conclusions favorables à sa cause. Quelque profond que soit
le respect dont je suis pénétré pour les augustes Princes qui en
descendent, il n'auroit pas été capable de me faire pencher la
balance de leur côté, si je n'y avois été entraîné par les puissans
motifs qui résultent de l'évidence des preuves & de la consti-
tution même de notre Etat. L'irrégularité des procédures de
tous les Parlemens qui ont suivi l'invasion, est si frappante,
qu'il n'est pas possible de ne pas les condamner avec indignation.
Mais je ne veux point vous prévenir. La justesse de votre esprit

Quatrième Suite.

A

vous

[2]

vous met suffisamment en état de juger si mes Conclusions sont fondées sur des principes solides ; & l'Arrêt de la Nation qui va bien-tôt intervenir , pourvu qu'on ne captive point sa liberté , nous fera connoître si je me suis trompé dans l'opinion que j'ai de sa droiture.

PLAIDOYER
De Monsieur l'Avocat Général du Grand Committé de la
Nation Britannique.

MY LORDS ET MESSIEURS,

La contestation portée devant votre Tribunal est si importante, non-seulement par la qualité des Parties, mais encore par l'objet qui y donne lieu, qu'on peut hardiment avancer que jamais Cour souveraine n'en a vû de plus intéressante soumise à sa décision. A l'égard des Parties, ce sont des Princes issus d'une longue suite de Rois & de Souverains, qui réclament votre justice, & qui veulent bien se soumettre à votre jugement, quoique le haut rang qu'ils tiennent, & leur indépendance, dussent les autoriser à ne reconnoître d'autre Juge que Dieu même. Quant à l'objet qui fait la matière de la contestation, c'est votre Couronne même que chacun des Prétendants revendique comme un bien qui doit lui appartenir en propre. Il est vrai que les fondemens de leur demande ne sont pas les mêmes. Le Prince héritier de la Maison Royale des *Stuarts* réclame notre Trône comme un héritage qui lui vient de ses Ancêtres, & qui est dû à sa naissance selon les loix de la primogeniture. Le Prince Electeur d'*Hanovre* avoue qu'il ne tient votre Couronne que de votre libéralité, & demande que vous lui en confirmiez la possession, malgré les droits allégués par son Compétiteur. Ainsi l'une de ces Parties vous demande justice, & l'autre la continuation d'une grace qu'elle prétend que vous lui ayez irrévocablement accordée. La prétention de la première dérive des loix de la nature, adoptées & suivies de tems immémorial dans la Grande-Bretagne, touchant l'ordre des successions. Celle de la seconde est fondée sur la volonté de ceux qui l'ont appelée à cette succession, à laquelle l'éloignement de son degré ne lui permettoit point de pouvoir si-tôt aspirer.

Cette diversité dans le fondement des prétentions des illustres Parties,

Parties, ne fait pas le seul embarras de cette cause. Il s'en trouve un autre qui vient de votre part même, & qui ne mérite pas une moindre attention. La question soumise à vos lumières & à votre équité, ne vous intéresse pas moins que les Princes qui s'en rapportent à votre jugement. Quelque importante que soit pour eux la contestation, elle l'est encore davantage pour vous. Il s'agit de la disposition de votre Couronne. Quel objet plus intéressant pour toute la Nation? Quoiqu'il semble d'abord que vous n'ayiez à porter la vue que sur les droits des Parties, c'est cependant l'objet qui vous doit le moins arrêter. L'intérêt que la Nation a dans cette cause, est d'une toute autre conséquence. A proprement parler, c'est elle qui est la véritable partie, & les Compétiteurs de notre Trône ne doivent être regardés que comme des parties intervenantes. C'est de notre bien dont nous devons disposer, & même du plus précieux de nos biens, puisqu'il renferme la tranquillité, le bonheur, le repos que nous pouvons espérer en ce monde. En prononçant sur les prétentions des Compétiteurs, vous allez prononcer en votre propre faveur: car votre qualité de Juges n'est point en vous incompatible avec celle de Parties intéressées. C'est au contraire cette qualité de Parties qui vous autorise à devenir Juges. C'est donc à vous-mêmes que vous allez rendre justice, par l'adjudication de votre Couronne à celui des Prétendants dont le droit vous paroîtra le mieux fondé. Cette Couronne, qui fait l'ambition de deux si grands Princes, doit son origine à la renonciation que firent anciennement vos Ancêtres de leur liberté naturelle & de leur indépendance. L'obéissance qu'ils promirent alors pour eux-mêmes, ils la promirent aussi pour vous & en votre nom. La soumission qu'ils rendirent à leur premier Roi, fut un gage de celle que leurs descendants devoient rendre aux Rois à venir. Ainsi liés d'avance à vos légitimes Souverains, vous n'êtes plus en droit de vous en soustraire; & quoiqu'il soit vrai que les Peuples n'ont pas été faits pour les Rois, mais les Rois pour les Peuples, il n'est pas moins vrai que lorsque les Peuples se sont une fois soumis volontairement à des Souverains reconnus pour légitimes, ils n'ont plus droit de retracter leur soumission, & qu'ils ne sçauroient l'entreprendre sans un bouleversement général de l'Etat.

Il n'est donc pas question de sçavoir si vous devez vivre dans l'indépendance, ou sous le joug de l'autorité Royale. Ce point est déjà décidé depuis plusieurs siècles, & l'obéissance à une au-

Autorité Royale fait l'article le plus essentiel de notre constitution. Il ne s'agit pas non plus de sçavoir si cette autorité Royale s'est communiquée parmi nous, de pere en fils, aux descendans de ceux qui en ont été les premiers revêtus. Ce point est encore hors de doute. Mais la difficulté consiste à sçavoir si dans des cas particuliers, tels que ceux où nous sommes, la Nation n'a pas droit d'interrompre l'ordre héréditaire, pour transporter sa Couronne de dessus la tête d'un Rejetton le plus proche, sur celle d'un Rejetton plus éloigné de la Souche Royale. Le Défenseur de la Maison de *Brunswick* attribue ce droit à la Nation, & prétend qu'elle en a fait usage dans tous les siècles, & en particulier dans le dernier & dans celui-ci. Au contraire, l'Avocat de la Maison Royale des *Stuarts* soutient que depuis le tems que la Nation s'est dépouillée elle-même de ce droit, on ne trouve dans nos Annales aucun exemple qui prouve qu'elle en ait fait usage : ou s'il s'en trouve quelqu'un, comme celui qui donne matière à la contestation présente, que ce n'est point à la Nation qu'il faut imputer un procédé si injuste, mais à une faction de rebelles & de mécontents, qui se parant de son nom, en ont captivé les suffrages. Voilà deux systèmes diametralement opposés. Pour lequel vous déterminerez-vous, MY LORDS ET MESSIEURS ? Attribuez-vous au Peuple Britannique le privilege de disposer à son gré de son Trône, ou l'astraindez-vous à suivre inviolablement l'ordre établi pour les successions particulières ? Aurez-vous égard à la faveur du sang, ou à celle de la Religion, dont on se fait un prétexte ? Adjugerez-vous votre Sceptre au Prince qui se dit l'héritier immédiat de tant de Rois qui l'ont si long-tems porté, ou à celui qui prétend l'avoir irrévocablement reçu des mains du Peuple de la Grande-Bretagne ? C'est là le véritable point de la cause. Vous comprenez combien elle interesse la Nation Britannique. Elle vient de déposer en vos mains le pouvoir qu'elle avoit de la juger. L'honorable commission que vous m'avez confiée, de porter en son nom la parole devant cet auguste Tribunal, composé de ce qu'il y a de plus relevé dans la haute Noblesse, & de plus distingué dans la Magistrature, m'est un puissant motif de ne rien négliger pour mettre dans son véritable jour une matière si délicate. C'est ce dont je vais m'acquitter avec une exactitude qui réponde à la confiance que vous daignez avoir en mon ministère.

Pour ne pas s'égarer dans la discussion des points importants que nous

nous avons à traiter, il est d'abord indispensable de bien établir les faits les plus essentiels de ce fameux événement qui a transporté notre Couronne dans une famille étrangère, parce que c'est de ces faits que nous tirerons des lumières qui serviront à nous éclairer pour parvenir au but où nous tendons. Nous allons donc rapporter ceux qui sont avoués de part & d'autre, & nous les rapporterons tels qu'ils se trouvent dans nos monumens les plus authentiques, sans nous arrêter à ceux qui nous paroîtront douteux, ou inutiles.

Le Roi *Jacques II.* parvint en 1685. au Trône de la Grande-Bretagne, après la mort de *Charles II.* son frere, décédé sans enfans légitimes; & il y parvint en vertu du droit héréditaire, établi dans ce Royaume depuis plusieurs siècles. Ce Prince avoit été élevé dans les principes de la Religion Anglicane, & en avoit fait profession pendant long-tems. Mais soit par ses propres réflexions, soit par les instructions & exhortations des personnes pieuses & sçavantes qu'il fréquenta dans les Pays étrangers, il quitta cette Religion pour embrasser la Catholique Romaine. Louable d'avoir fait ce choix de lui-même, sans y avoir été entraîné par aucun préjugé de la naissance, ou par des motifs humains: plus louable encore d'y avoir perseveré contre ses intérêts temporels, & d'avoir donné à ses Sujets le grand exemple de tout sacrifier aux devoirs de la conscience, lorsqu'on est une fois vivement persuadé qu'on est dans la route de la vérité & du salut. Cet attachement de ce Prince, connu alors sous le nom de Duc d'*Yorck*, pour une Religion différente de celle qui étoit dominante dans le Royaume, fournit un prétexte à une faction nommée la *Cabale*, d'exciter contre lui presque tous les Ordres de l'Etat, par l'apprehension qu'on leur inspira du risque que la Religion Protestante étoit sur le point de courir sous un Prince Catholique. Cette *Cabale* ne se contenta pas d'alarmer la Nation: elle engagea de plus la Chambre des Communes à passer un Bill qui excluait de toute sorte d'emplois, tant civils que militaires, ceux qui, outre le serment d'*Allegiance* & de *Suprematie*, ne prêteroiient point encore celui du *Test*, par lequel on renonçoit au dogme de la *Transsubstantiation*, & qui n'apporteroient point un certificat qu'ils avoient reçu la Communion dans l'Eglise Anglicane. Ces loix furent connues sous le nom de *loix pénales*, à cause d'une peine ou amende de cinq cens livres sterlin pour chaque contravention, applicable au profit du dénonciateur. Comme
cette

cette loi avoit été faite principalement en vûe de faire de la peine au Duc d'*York*, il fut le premier attaqué, & en conséquence il fut obligé de se démettre de la Charge de Grand Amiral & de tous ses autres Emplois, parce qu'il aimoit mieux les perdre tous, que de trahir sa conscience. Cette première démarche parut insuffisante à l'animosité de la Cabale: elle voulut le pousser à bout, & l'obliger à quitter le Royaume avec son épouse. Elle y réussit; mais afin de lui en fermer le retour, elle fit porter contre lui, par trois différens Parlemens consécutifs, un Bil d'exclusion de la Couronne. Cependant, quelque puissante que fût cette brigade, cette proposition si souvent réitérée échoua toutes les fois par la fermeté de *Charles II*, qui sentant bien qu'elle tendoit à renverser l'ordre de la succession héréditaire, aimoit mieux dissoudre ces trois Parlemens l'un après l'autre, & se priver par-là des subsides qu'on lui promettoit, au cas qu'il voulût approuver le Bil d'exclusion.

Cet acharnement d'une faction puissante contre l'héritier présomptif de la Couronne, indigna si fort la Nation, qu'elle présenta de toutes parts des Adresses au Roi *Charles II*, pour lui exprimer l'horreur qu'elle ressentait d'une si indigne pratique. Le Roi *Charles* instruit par toutes ces Adresses du sentiment de la Nation, rappella le Duc d'*York* de son exil, & le rétablit dans les honneurs dûs à son rang. Le Peuple Britannique vit son retour avec une joye inexprimable; & après le décès de son frere, il reconnut ce Prince pour son Roi légitime, & lui prêta serment de fidélité, sans aucune modification ni réserve, dans la même forme qu'elle l'avoit prêté à ses Prédecesseurs. Ainsi *Jacques II* prit possession de notre Couronne sans aucun obstacle. Le seul Duc de *Monmouth*, fils naturel & légitimé de *Charles II*, banni alors du Royaume, forma une intrigue pour tâcher de s'emparer du Trône. Mais elle lui coûta cher. Ayant fait descente avec une poignée de factieux bannis comme lui, il fut vaincu & pris, & paya de sa tête son crime de félonie. Les principaux chefs de la faction ayant été punis avec lui, le Royaume resta tranquille, & le Roi *Jacques* le gouverna paisiblement pendant environ trois ans, sans que personne s'avisât de révoquer en doute la légitimité de son droit.

Cependant, comme à l'occasion de la révolte du Duc de *Monmouth*, ce Roi avoit délivré des Commissions à quelques Officiers Catholiques Romains; pour lever des troupes qu'on pût

pût opposer aux rebelles, & que le Parlement y avoit consenti; en limitant néanmoins leur service à trois mois, le Roi *Jacques* crut qu'il étoit de son honneur & de sa générosité de conserver dans leurs postes de braves gens qui l'avoient bien servi, & à qui ce seroit faire un affront que de les congédier. Mais parce que le serment du *Test* s'opposoit à son dessein de conserver ces Officiers Catholiques, & qu'il n'ignoroit pas que ce serment avoit été principalement inventé depuis peu d'années contre lui-même & contre sa Religion, il crut qu'il y alloit de sa gloire de le faire abolir. Il en fit donc la proposition au Parlement, qui n'ayant pas voulu avoir pour lui cette complaisance, le mit dans la nécessité de prendre d'autres mesures. Pour cet effet, il fit usage des prérogatives de l'autorité Royale, en vertu desquelles il se crut en droit de pouvoir dispenser de l'exécution de cette loi. Ce pouvoir dispensatif n'avoit guères été contesté à ses Prédecesseurs; ou s'il y avoit eu là-dessus quelque dispute entre les Rois & le Peuple, l'autorité Royale l'avoit toujours emporté, & jamais il n'y avoit eu de loi qui eût ôté cette prérogative à la Couronne. La faction qui lui avoit suscité tant d'embarras lorsqu'il n'étoit que Duc d'*York*, faisoit avec avidité cette occasion pour semer des défiances parmi le Peuple. A force de déclamations & de pratiques sourdes, elle parvint à lui inspirer des allarmes très-vives, en tâchant de lui persuader que le Roi avoit dessein d'annéantir la Religion établie, pour substituer à sa place la Religion Catholique. Ces allarmes furent fortifiées par quelques démarches qu'un zèle prématuré fit hazarder peut-être trop légèrement. La plus éclatante fut l'envoi d'une Ambassade solennelle au Pape *Innocent XI.* pour lui promettre obéissance; & en conséquence de cette première démarche, la seconde fut la réception publique d'un Nonce de la part du Pontife Romain.

On auroit pû regarder une action d'un si grand éclat comme une démarche particulière d'un Prince qui satisfaisoit en cela aux devoirs de sa Religion, si on n'y avoit pas joint quelques entreprises qui sembloient intéresser le Corps de la Nation. Parmi les différens Colléges qu'il y a dans l'Université d'*Oxford*, il y en a un qu'on nomme de la *Magdeleine*, qui est sans contredit la plus riche fondation de toute l'Angleterre. Quoique ce Collége n'ait que quatre ou cinq mille livres sterlings de revenu fixe, on estime que l'accessoire peut monter par an à près de quarante mille. La Principauté de ce Collége étant venue

Burnet, Hist.
du Roi *Jacques*,
T. IV. p. 187.

à vaquer, le Roi *Jacques* crut pouvoir y nommer, comme aux autres Bénéfices du Royaume, d'autant plus qu'il le regardoit comme de Fondation Royale. Il expédia donc ses Lettres de Jussion aux Membres de ce Collège, pour procéder à l'Élection d'un certain *Farmer*, en qui les Électeurs crurent ne pas trouver les qualités requises. C'est pourquoi, sans avoir égard au *Mandamus* du Roi, les Membres du Collège élurent le Docteur *Houg*, qui étoit bien conditionné au gré des Statuts, & allèrent annoncer leur choix à l'Evêque de *Winchester* leur Visiteur, qui le confirma. La Cour se plaignit qu'on eût méprisé ses ordres, & fit sentir aux Membres de ce Collège l'indécence de leur conduite d'avoir passé outre au lieu de faire d'humbles Remontrances, supposé que le Sujet désigné par le Roi n'eût pas les qualités nécessaires. Pour ne pas laisser une pareille désobéissance impunie, la Cour Ecclésiastique des *Subdélégués* mit tout le Collège en interdit, & lui ordonna d'élire *Parker* Evêque d'*Oxford*. Les Membres du Collège désobéirent encore: ce qui obligea le Roi *Jacques* de se transporter à *Oxford*, pour les exhorter de vive voix à l'obéissance. Malgré cette démarche, ils se roidirent de nouveau contre les exhortations du Roi, jusqu'à qu'il fallut que la Cour Ecclésiastique, pour vaincre leur obstination, envoyât des Commissaires sur les lieux, lesquels n'ayant pu réussir à se faire obéir, furent obligés de chasser tous les Membres du Collège, & de faire enfoncer les portes pour l'installation de l'Evêque.

Une désobéissance si marquée auroit dû indigner toute la Nation contre ces Boursiers mutins. Il en arriva pourtant tout le contraire. Les Chaires retentirent d'invectives contre le Roi & contre les Catholiques, comme si ce qui venoit de se passer à *Oxford* eût été un prélude certain de l'envahissement futur de tous les Bénéfices par les Ecclésiastiques de la Communion Romaine. Cette prévention se fortifia par un Edit que le Roi *Jacques* fit publier concernant la tolérance des Religions. Cet Edit auroit été reçu avec applaudissement, si les Catholiques n'y avoient pas été compris. Mais les impressions qu'on avoit données contre eux, avoient jetté de si profondes racines, que la plupart des Sectes séparées de la Communion de l'Eglise Anglicane, aimèrent mieux ne pas profiter de la tolérance qu'on leur accordoit, que d'en partager le bienfait avec les Catholiques Romains. D'ailleurs, la Cour Ecclésiastique des *Subdélégués*,
pour

pour donner à la Déclaration du Roi une publicité plus authentique, jugea à propos d'ordonner aux Evêques & aux Curés d'en faire la lecture dans leurs Eglises. Peu obéirent à cet ordre, & ceux qui y déférerent, le firent de si mauvaise grace, qu'il fut aisé de voir que la prévention avoit gagné la plupart des esprits. Dans ces circonstances sept Evêques qui se trouvoient alors dans la Capitale, à la tête desquels étoit l'Archevêque de *Cantorbery*, crurent qu'il étoit de leur devoir de faire des Remontrances au Roi, pour lui exposer les motifs de leur désobéissance. Une action si éclatante & si publique fut prise par la plupart des Membres du Conseil pour une mutinerie qui méritoit punition. C'est pourquoi sur l'ordre expédié & signé de la plupart d'entr'eux, ces Evêques furent envoyés prisonniers à la Tour. Ce fut comme un coup de Tocsin dont la Faction aheurtée contre le Roi *Jacques* scût habilement profiter pour ruiner ce Prince dans l'esprit de tout le monde.

Au milieu de ce mouvement général la Reine vint à accoucher d'un Prince qui est celui qui reclame aujourd'hui notre Couronne. Cette Princesse étoit la seconde épouse du Roi *Jacques*. La première, fille du Lord *Clarendon*, étoit morte dans la Communion Catholique, & avoit laissé deux filles, dont l'aînée nommée *Marie* avoit épousé le Prince d'*Orange*, & *Anne* la cadette étoit depuis peu mariée au Prince *Georges* de Danemarck. La seconde épouse du Roi *Jacques* dont nous parlons, étoit de la Famille des Ducs de Modène & très-zélée Catholique. Lors de son mariage quelques ennemis du Duc d'*York*, (car il n'avoit encore que ce titre quand il l'épousa) se proposèrent de mettre obstacle à ce mariage, ou du moins d'obliger la nouvelle épouse à faire profession de la Religion Protestante, avant que de mettre le pied en Angleterre, à l'imitation de ce que *Louis XIV.* avoit exigé de la Princesse Palatine, lorsqu'elle vint en France pour épouser *MONSIEUR* Duc d'Orléans. Cette intrigue des ennemis du Duc d'*York*, quoiqu'appuyée des sollicitations de la Chambre Basse, échoua par la prudence de *Charles II.* qui ajourna le Parlement le jour même que cette Adresse mendrée devoit lui être présentée. Cette Princesse arrivée en Angleterre, gagna tous les cœurs par ses manières gracieuses. Dieu avoit béni son mariage d'une grande fécondité ; mais il avoit aussi appelé à lui tous les enfans qui en étoient jusqu'alors provenus. Pendant le cours de cette der-

Quatrième Suite,

B

niere

niers grosse, la maligne Cabale acharnée contre le Roi Jacques, avoit semé sourdement des soupçons injurieux, comme si on machinoit de supposer un garçon pour écarter du Trône la Princesse d'Orange, fille aînée du Roi Jacques. Un outrage si sanglant parvint aux oreilles de la Reine, qui le méprisant peut-être plus qu'il ne convenoit, ne daigna pas faire la moindre démarche pour en arrêter le progrès. L'heure de son terme approchant, elle se transporta au Palais de Saint James, où dès qu'elle sentit les premières douleurs, elle fit avertir le Roi de sa prochaine délivrance. Ce Prince se transporta sur le champ dans la chambre de la Reine, avec tous les Seigneurs qui se trouverent alors auprès de lui. Tout se passa dans les regles ordinaires en leur présence, & ils furent témoins de tout ce que la bienfiance leur permettoit de voir. Le Prince nouveau né leur fut présenté immédiatement après sa naissance, & ils lui rendirent leurs premiers hommages. La naissance de cet Enfant fut annoncée au Peuple avec les fanfares accoutumées, & l'on en fit les réjouissances usitées en pareil cas. Son nom fut inséré dans les Livres liturgiques, & il eut un rang distingué dans les prières qu'on faisoit pour la Famille Royale. Son Pere lui donna le titre de Prince de Galles, c'est-à-dire, d'héritier immédiat de la Couronne; & fit part de sa naissance, non-seulement à tous les Souverains ses Alliés, mais encore au Prince d'Orange lui-même, qui en complimenta le Roi Jacques, & ordonna qu'on fit mention du jeune Prince dans les prières qui se faisoient dans la Chapelle pour la Famille Royale d'Angleterre. Il est vrai que sur les soupçons qu'on lui inspira sur la légitimité de cette naissance, il les fit discontinuer: mais sur les plaintes que lui en fit faire le Roi Jacques, il les fit renouveler comme auparavant. Telle a été la possession d'Etat du Prince qui reclame notre Couronne.

Cependant la naissance d'un héritier légitime déranga les projets des Chefs de la Cabale. Mais ils comptèrent les faire réussir en soulevant tout le Royaume contre le Roi légitime, pour avoir, à la faveur de ce soulèvement, occasion de transporter la Couronne sur la tête de la Princesse d'Orange, qui étant fille aînée du Roi Jacques, auroit dû naturellement lui succéder, si elle n'avoit pas été reculée par la naissance du Prince de Galles. Ce fut donc ce motif qui les porta à semer sourdement des soupçons injurieux sur la naissance du jeune Prince, dans l'esperance d'indisposer par-là contre lui les esprits prévenus du Peuple, & de les préparer

préparer au bouleversement qu'ils méditoient. Ils avoient depuis quelque tems noué une intrigue avec le Prince d'*Orange*, qu'ils flattoient du glorieux titre de Libérateur de la Grande-Bretagne. Ce Prince, sous le spécieux prétexte de venir au secours de nos Loix & de notre Religion, engagea les Etats de Hollande à lui prêter un corps d'armée, que les uns ne font monter qu'à quinze ou seize mille hommes, & les autres jusqu'à vingt-cinq mille. Quoiqu'il en soit du nombre, il fit avec ces Troupes empruntées son débarquement sur nos Côtes au commencement du mois de Novembre de l'année 1688. Les mécontents, qui avoient disposé les esprits à sa réception, eurent soin de grossir son Armée de divers corps de Troupes qu'ils lui amenerent sur la route. Mais leur principale espérance étoit fondée sur les intelligences qu'ils avoient menagées avec les principaux Officiers de l'Armée du Roi *Jacques*. Ils réussirent en effet à débaucher cette Armée, qui passa presque toute entière sous les Etendarts du Prince. Le Roi se voyant ainsi abandonné de tous, même de son propre gendre le Prince *Georges*, & d'*Anne* sa seconde fille, crut sa personne en danger, & prit des mesures pour se mettre à couvert, lui & sa famille, du mauvais parti qu'il avoit à craindre. Le Prince d'*Orange* avoit fait précéder son débarquement d'un Manifeste, dans lequel, après avoir exposé les prétendus griefs de la Nation, il déclaroit qu'il ne venoit que dans le dessein de faire assembler un Parlement, par le moyen duquel on pût rendre aux loix leur force & leur vigueur. Il y répétoit les soupçons répandus contre la naissance du Prince de *Galles*, & donnoit sa parole de s'en rapporter à la décision du Parlement sur ce point. Ce Manifeste du Prince d'*Orange* ayant ainsi malignement fortifié les faux bruits semés contre la naissance du Prince de *Galles*, le Roi *Jacques* allarmé craignit quelque attentat contre la vie de ce jeune Prince. C'est pourquoi il jugea à propos de mettre sa vie en sûreté, en l'envoyant en France avec la Reine son Epouse. Il les suivit bien-tôt après: mais arrêté sur les Côtes par des Pêcheurs, il n'eut d'autre parti à prendre que de revenir dans sa Capitale, où il fut reçu en triomphe, & avec des acclamations non suspectes de la part du Peuple, qui n'avoit alors d'autre moyen de témoigner son attachement pour sa personne.

Le Prince d'*Orange* apprit avec surprise la pompeuse réception qu'on avoit faite au Roi *Jacques* dans la Ville Capitale. Il ne desiroit rien tant que de le sçavoir hors du Royaume, afin que

sa présence ne fût plus un obstacle à la poursuite de ses desseins. Pour le forcer à la retraite, il lui envoya de nuit intimer l'ordre de sortir de son Palais & de se retirer à *Rochester*, lieu que le Roi *Jacques* choisit préférablement à *Ham*, qu'on lui avoit d'abord désigné pour lui servir de prison. Un détachement des Gardes du Prince d'*Orange* eut ordre de l'accompagner, & de lui faciliter les moyens de s'évader, s'il lui en prenoit encore envie. La présence de ce Roi embarrassoit le Prince d'*Orange*; & il est hors de doute que s'il avoit tenu bon, toute l'expédition du Prince se feroit terminée à faire assembler un Parlement qui eût mis des bornes à l'autorité Royale. De crainte donc que ce Roi infortuné ne prît le parti de rester dans le Royaume, le Prince lui fit rendre secrètement une Lettre de la Reine son Epouse, qui étoit déjà arrivée en France: Lettre que le Prince avoit interceptée, & dans laquelle cette Reine pressoit vivement son Epoux d'exécuter la promesse qu'il lui avoit faite de la suivre dans sa retraite. Malheureusement pour ce Roi, il donna dans le piège qu'on lui tendoit, & prit ainsi le plus mauvais parti. Mais comment pouvoit-il éviter de le prendre? Il se trouvoit seul, abandonné à de tristes réflexions, & intimidé sous main par les émissaires secrets du Prince, qui lui faisoient envisager le sort le plus funeste. Avant son départ, il laissa sur sa table une Lettre, dans laquelle il exposa les motifs de sa retraite, fondés sur la violence dont on avoit usé à son égard; & bien loin d'y marquer qu'il abandonnoit le Gouvernement de l'Etat, comme il en fut ensuite accusé, il y déclaroit au contraire qu'il ne se retiroit que de peur qu'on ne l'enfermât, & que par-là on ne le mît hors d'état de venir délivrer sa Patrie de l'esclavage où vraisemblablement elle alloit tomber; qu'il n'alloit pourtant pas si loin, qu'il ne pût être à portée de venir au secours de ses Peuples, lorsqu'ils auroient ouvert les yeux, & qu'ils auroient reconnu combien on les avoit abusés sous les noms spécieux de Religion & de liberté. Il leur promettoit ensuite d'assembler un Parlement selon les loix, dans lequel on régleroit les bornes de la liberté de conscience en faveur des *non-Conformistes*. Toutes ces circonstances sont essentielles, parce qu'elles nous fourniront matière à des réflexions intéressantes.

Thoiras, Vie
du Roi Jacques,
T. III. pag. 475.

D'abord après la retraite du Roi, les Pairs du Royaume, au nombre de quatre-vingt-dix, présentèrent une Adresse au Prince d'*Orange*, pour le prier de se charger du gouvernement, tant civil que militaire, des revenus publics & des affaires d'Irlande, en attendant

tendant que la *Convention* fût assemblée. Ils le prièrent par une autre Adresse de donner des ordres afin que les Membres qui devoient former la *Convention* fussent élus dans dix jours. Ces deux Adresses, signées de tous les Pairs, étoient dattées du 25 Décembre, c'est-à-dire, deux jours après la retraite du Roi. Cette datte n'est pas indifférente. Le Prince avoit assemblé dans son Palais tous ceux qui avoient servi comme Députés dans les derniers Parlemens tenus sous *Charles II.* C'étoit les mêmes qui s'étoient si fort obstinés à solliciter le Bil d'exclusion. Ainsi il n'est pas surprenant s'ils conclurent comme les Seigneurs à prier le Prince d'indiquer la *Convention* pour le 22 de Janvier 1689. Le 30 Décembre précédent le Prince d'*Orange* fit ses dévotions à la manière de l'Eglise Anglicane, & reçut la Communion par les mains de l'Evêque de Londres : démarche qu'il fit uniquement pour rassurer ceux qui le croyoient scrupuleusement attaché au *Presbyteranisme* dans lequel il avoit toujours vécu.

La *Convention* s'assembla au jour indiqué du 22 Janvier : mais pour attendre les Membres qui n'étoient pas encore arrivés, elle ne commença à travailler que le 28. Dans cet intervalle le Roi *Jacques* écrivit à ses Conseillers privés les raisons qui l'avoient porté à la retraite : mais ils firent si peu d'attention à sa Lettre, qu'ils ne daignerent pas lui faire réponse. Ce silence fut cause qu'il écrivit une seconde Lettre à chacune des Chambres de la *Convention*, laquelle contenoit les mêmes raisons ; mais elles ne voulurent pas seulement les ouvrir. Enfin le 28 Janvier, sur la proposition faite par le sieur *Dolben*, la Chambre des Communes rendit ce fameux Vote : que le Roi *Jacques* ayant tâché de renverser la constitution du Royaume, en violant le Contrat original entre le Roi & le Peuple, & s'étant retiré hors du Royaume, avoit abdiqué le Gouvernement, & qu'ainsi le Trône étoit vacant. Le lendemain elle fit un nouveau Vote, par lequel elle déclara qu'on avoit appris par expérience qu'un Royaume Protestant ne pouvoit s'accorder avec le Gouvernement d'un Roi Papiste. Elle envoya ensuite ces deux Votes aux Seigneurs, pour avoir leur concurrence. Ainsi dans une seule séance on décide trois points des plus importants & des plus intéressans pour l'Etat ; la prétendue violation faite par le Roi *Jacques* du Contrat original, son abdication, & la vacance du Trône ; & on fait cette décision sans avoir ni entendu, ni interpellé ce Roi, sans avoir même voulu ouvrir la Lettre dans laquelle il leur exposoit les raisons de sa retraite.

La Chambre des Seigneurs ne se conduisit pas tout-à-fait avec tant de précipitation. Elle commença le 29 Janvier à examiner le *Vote* des Communes touchant la vacance du Trône, & elle voulut bien la supposer, afin de passer tout d'un coup à cette question : *si supposé que le Trône fût vacant, il convenoit de le remplir par un Roi, ou par un Régent.* A la pluralité de cinquante-une voix contre quarante-neuf, il fut décidé qu'il falloit le remplir par un Roi, & non par un Régent. Le lendemain il fut examiné s'il étoit vrai qu'il y eût un *Contrat original entre le Roi & le Peuple*, & l'affirmative l'emporta de sept voix. On passa ensuite à cette question : *si par sa retraite le Roi Jacques avoit abdiqué le Gouvernement*; & il fut conclu que non, qu'il l'avoit seulement abandonné. On en vint enfin à la vacance du Trône, sur quoi on proposa cette question : *si le Roi Jacques ayant violé le Contrat original entre lui & son Peuple, & ayant abandonné le Gouvernement, le Trône étoit par-là devenu vacant.* La négative l'emporta de onze voix, parce que, selon le stile des loix, le Roi ne mouroit jamais, & que par conséquent le Trône ne pouvoit jamais être vacant. Quelques-uns de ceux qui étoient dans le parti du Prince d'Orange, voyant qu'on avoit décidé que le Trône ne pouvoit jamais être vacant, parce qu'à la mort du Roi il passoit immédiatement à son plus proche héritier, proposerent de reconnoître le Prince & la Princesse d'Orange pour l'héritier le plus proche, & de les proclamer Roi & Reine de la Grande-Bretagne. Mais cette proposition fut rejetée à la pluralité de cinq voix.

Cette contrariété de sentimens dans les deux Chambres, occasionna entr'elles une conférence qui fut inutile, parce que les Seigneurs, aussi-bien que les Communes, persisterent dans leur opinion. Pour les mettre d'accord, le Prince d'Orange fit venir dans son cabinet les principaux de la Chambre des Seigneurs, & leur déclara que *puisque ils pensoient à faire un Régent, il ne s'y opposoit pas ; mais qu'il les prioit de jeter les yeux sur tout autre que sur lui pour un emploi qui ne lui convenoit pas : qu'il lui convenoit encore moins d'être mari d'une femme qui seroit Reine : qu'ainsi s'ils se déterminoient à nommer la Princesse son Epouse, ils ne trouvaient pas mauvais qu'il se retirât, sans plus se mêler de leurs affaires : qu'une Royauté à tems ne lui plaisoit pas non plus ; qu'il n'accepteroit point ce titre, à moins qu'on ne le lui conférât pour toute sa vie.* Cette menace répandue dans les deux Chambres fit son effet. Tous les débats cessèrent bientôt ; & les deux Chambres auparavant si désunies, s'accorderent

à déclarer le Trône vacant par l'abdication du Roi Jacques ; & en conséquence de cette vacance supposée , ils défererent la Couronne au Prince d'Orange & à la Princesse son Épouse conjointement , en qualité de Roi & Reine d'Angleterre , avec cette clause néanmoins que le Prince seroit seul chargé du Gouvernement , & que la Couronne passeroit aux enfans nés de leur mariage ; ou si la Princesse survivoit , à ceux qu'elle pourroit avoir d'une seconde alliance : que si la Princesse décédoit la première , le Prince posséderoit seul la dignité Royale jusqu'à son décès , auquel succéderoit la Princesse Anne & ses enfans : au défaut de ceux-ci , les enfans que le Prince pourroit avoir d'une autre épouse que la Princesse Marie. Tel fut le fameux Bil qui transféra la Couronne sur la tête d'un Prince qui n'avoit droit d'y parvenir qu'après l'extinction totale de la posterité du Roi Jacques. Ce Roi avoit un fils de son second lit , qui comme nous avons dit , excluait les Princes ses filles de son premier lit. Son droit venoit d'être reconnu : mais comme cette reconnoissance ne s'accordoit pas avec les vûes du Prince d'Orange , on jugea à propos de n'en faire aucune mention , parce qu'il étoit impossible de ne pas lui déferer la Couronne , si l'on venoit à traiter de ses droits. Cependant , comme le Prince d'Orange avoit déclaré dans son Manifeste qu'il s'en rapporteroit à la décision du Parlement touchant la légitimité de la naissance du Prince de Galles , il paroissoit indispensable d'entrer dans cette recherche. En effet , la proposition en fut faite : mais comme elle ne pouvoit tourner qu'à l'avantage du jeune Prince , & qu'elle étoit contraire aux intérêts du Prince d'Orange , elle fut rejetée sous ce prétexte , qu'on ne devoit point s'embarrasser d'un Enfant qu'on avoit furtivement transporté dans un Pays de tout tems ennemi de l'Angleterre , pour y sucer avec le lait la haine de notre Religion , & le goût pour un pouvoir arbitraire : qu'on ne pouvoit point d'ailleurs s'assurer si on l'avoit changé , ou si on lui en avoit substitué un autre en cas de mort , sans compter qu'on avoit pris soin d'emmener tous les témoins qui auroient pu donner des éclaircissmens. Tels furent les motifs apparens d'un si surprenant silence sur l'état d'un enfant qu'on venoit de regarder , il n'y avoit qu'un moment , comme l'héritier immédiat de la Couronne.

Après avoir donc pris la résolution de ne faire aucune mention du jeune Prince , il fallut procéder au serment qu'on prêteroit au nouveau Roi & à la nouvelle Reine. Les anciens formulaires portoient qu'on promettoit obéissance à N. vrai & légitime

tième Roi. La crainte de soulever la plus grande partie de la Nation, si on se servoit de ces expressions à l'égard de deux personnes que tout le monde sçavoit n'être ni vrais, ni légitimes Souverains, fit conclure de retrancher ces termes dans le nouveau formulaire ; & par ce retranchement on crut se pouvoir tirer d'embarras, comme on s'en étoit tiré par la réticence inventée sur l'état du Prince de *Galles*. On supposa donc que personne ne se feroit une peine de leur promettre une soumission qu'on ne refusoit pas même aux Tyrans & aux Oppresseurs, tandis qu'ils étoient en possession de l'autorité souveraine ; & on tira ce double avantage de ce retranchement, qu'on fit illusion aux simples & aux scrupuleux, & qu'on laissa subsister en leur entier les droits du Roi *Jacques* & du Prince son fils.

C'est ainsi que se termina l'étonnante scène d'une révolution dont les siècles passés auroient peine à fournir un exemple semblable. Ce qui a suivi cet événement extraordinaire ne doit pas nous arrêter plus long-tems, puisque ce n'a été que la continuation du même projet, de priver le Roi *Jacques* & sa seconde posterité de tout droit à notre Couronne. Ainsi nous n'entrerons point dans le détail de tous les Parlemens suivans, qui n'agissant que conformément aux premières idées, ont passé des Bils ou confirmatifs, ou explicatifs du premier, dont nous venons de faire le récit. Tel est celui qui, au défaut de la Princesse *Anne* & de ses Enfans, a appelé à la succession la Famille de *Brunswick-Hanovre*. Tel est encore celui qui a ordonné l'abjuration du Prince de *Galles*, & qui a porté contre lui un Bil d'*Atteinder*. Les Défenseurs des illustres Prétendans à notre Couronne sont entrés dans un curieux détail de tous ces Parlemens, & des factions différentes qui les divisoient. Nous ne croyons pas devoir les suivre dans cette route. Tout le point de cette importante Cause dépend de la première décision faite par la *Convention* qui a suivi la descente du Prince d'*Orange*. Si cette *Convention* a été légitime, comme le prétend le Défenseur de la Maison de *Brunswick* : si la décision est conforme aux loix & aux règles des procédures juridiques : si c'est avec justice qu'elle a transféré notre Couronne de dessus la tête du Roi *Jacques* sur celle du Prince & de la Princesse d'*Orange* & de leurs successeurs ; si c'est sur un fondement légitime qu'elle en a privé le Prince de *Galles*, en ne faisant de lui aucune mention : il faut l'avouer, tout ce que les Parlemens suivans ont délibéré sera également légitime, comme procédant de

de la même autorité & du même principe. Si au contraire cette première *Convention* a été illégale, ainsi que le soutient le Défenseur de la Maison Royale des *Stuarts* : si elle a rendu un Arrêt d'une injustice notoire, & s'est rendue coupable d'une énorme prévarication : si le silence qu'elle a affecté sur les droits du Prince de *Galles*, n'a pas été capable de les anéantir ; il est hors de doute que les délibérations des Assemblées suivantes, qui n'ont été fondées que sur les mêmes principes, participent à leur injustice, & doivent être également rejetées. C'est donc à l'examen des procédures de cette première *Convention* que nous allons nous borner ; c'est sa décision qui va nous fournir le texte de nos Réflexions, après que nous aurons en peu de mots retracé aux yeux de la Cour les principaux moyens qu'ont allégué les Défenseurs des augustes Parties qui disputent notre Couronne. Commençons par celui de la Maison Royale des *Stuarts*.

Depuis un tems immémorial la Couronne de la Grande-Bretagne a été regardée comme héréditaire, & a passé à chaque changement de Regne sur la tête de l'héritier le plus proche. En conséquence de cet usage, elle est parvenue par une succession légitime à Jacques II. pere du Prince qui revendique notre Trône. On en convient de part & d'autre. C'est encore un principe reconnu des deux Parties, que les mâles sont préférés aux femelles dans l'ordre successif ; & que lorsqu'il n'y a que des filles du premier lit, les mâles d'un second lit les excluent par le privilège de leur sexe. C'est de ces principes avoués par le Défenseur de la Maison de *Brunswick*, que celui de la Maison Royale des *Stuarts* conclut que la Couronne possédée légitimement par le Roi Jacques, a dû nécessairement passer sur la tête du Prince de *Galles* son fils d'un second lit. La Nation lui étoit d'avance liée par le serment de fidélité prêté à son pere : tel étant notre usage, que le serment de fidélité que nous prêtons à nos Rois, comprend également leur héritier le plus prochain ; & qu'un attentat contre la personne de cet héritier, est un crime de haute-trahison soumis aux mêmes peines qu'un attentat contre la personne du Roi même. La Nation étant donc liée à ce jeune Prince par son serment, n'a pu y renoncer, quand même les griefs imputés à son pere feroient bien fondés. La seule peine que la Nation pouvoit infliger à l'auteur de ces griefs, au cas qu'ils fussent d'une nature à ne pouvoir être autrement réparés, c'étoit de lui interdire

Précis du Plaidoyer en faveur de la Maison Royale des *Stuarts*.

Quatrième Suite.

C

l'exercice

l'exercice des fonctions de la Royauté. Mais cette interdiction ne lui auroit point ôté les droits inhérens en sa personne : encore moins auroit-elle pû priver son héritier légitime du droit de la succession héréditaire. Cet héritier n'étoit ni coupable ni participant d'aucune des fautes imputées à son auteur. L'innocence de son âge le mettoit à couvert de tout reproche, puisqu'il avoit alors à peine six mois. On ne pouvoit point non plus lui objecter sa Religion comme un motif suffisant d'exclusion, puisqu'à son âge il étoit censé n'en avoir d'autre que celle que tous les enfans reçoivent par le Baptême dans le sein du Christianisme. Sa reconnoissance en qualité de Prince de *Galles*, lui donnoit une possession d'Etat dont il ne pouvoit plus décheoir, à moins qu'on n'eût juridiquement prouvé que sa naissance étoit supposée. Les soupçons injurieux répandus sourdement contre cette naissance, n'étoient pas capables de le dépouiller de cette possession d'Etat, puisqu'on ne daigna pas même les vérifier, quoique le Prince d'*Orange* eût promis dans son Manifeste de s'en rapporter sur ce point à la décision du Parlement. L'intérêt du Prince d'*Orange* exigeoit qu'on discutât cette question, à cause que les droits du jeune Prince devoient subsister en leur entier, jusqu'à ce qu'on l'eût dépouillé de son Etat par un Arrêt juridique, & que pendant leur subsistance la Royauté déferée au Prince d'*Orange* ne pouvoit passer que pour une usurpation manifeste. Si l'on s'est donc abstenu de l'examen de cette question, ce n'est que parce qu'on a été convaincu que la légitimité de la naissance du jeune Prince étoit fondée sur des preuves trop évidentes pour pouvoir être détruite par des preuves contraires.

On a eu beau alleguer, pour justifier cette indifférence à l'égard d'un Prince reconnu pour l'héritier légitime, qu'il ne falloit pas s'embarrasser d'un Enfant transporté furtivement dans un Royaume ennemi juré de la Grande-Bretagne, dans lequel il devoit succéder avec le lait la haine de notre Patrie & de notre Religion. Ce transport ne pouvoit point lui être imputé, & par conséquent ne pouvoit porter aucun préjudice à sa possession d'Etat, ni à ses droits. D'ailleurs, rien de plus facile d'empêcher qu'il n'eût le tems de succéder dans la France ces impressions funestes à notre liberté & à notre Religion. Il n'y avoit qu'à le redemander sur le champ, tant au Roi son pere, qu'au Roi de France ; & sur leur refus de le rendre, leur déclarer la guerre, jusqu'à ce qu'ils en eussent fait la restitution. Du moins par cette conduite l'on n'eût

n'est eu rien à se reprocher contre le jeune Prince ; tout le blâme de la privation de ses justes droits seroit tombé sur ses prétendus Ravisseurs, & la Nation auroit été pleinement disculpée du soupçon outrageant d'une prévarication énorme. Mais non, ce soupçon ne peut point tomber sur la Nation ; ce n'est pas elle qui a dépouillé le Roi *Jacques* & sa seconde posterité du droit acquis par leur naissance. C'est à une faction de Mécontents, soutenue des armes étrangères, qu'il faut attribuer une injustice si criante. Le parti de la Nation, c'est-à-dire, la plus grande & la plus saine partie du Clergé Anglican, la plupart des Membres de l'Eglise dominante, connus sous le nom de *Torys*, en un mot tous ceux qui ont conservé quelque attachement pour les Loix fondamentales de l'Etat, se sont toujours élevés avec zèle contre les procédés injustes mis en usage pour écarter du Trône l'héritier légitime. Dans toutes les occasions ils se sont déclarés pour le rétablissement d'un Prince à qui sa naissance donnoit un droit incontestable. Si leurs efforts ont été infructueux jusqu'à cette heure, à cause des mesures prises par la Faction contraire, ils n'ont cependant jamais cessé de faire des vœux pour qu'il se présentât quelque nouvelle occasion favorable qui pût procurer la réussite de cette louable entreprise. La voici enfin heureusement arrivée cette conjoncture favorable. Si on la laisse échapper, il est à craindre qu'elle ne revienne jamais, & qu'on n'en prenne un prétexte pour aggraver le joug de la Nation. Le serment qui nous lie au Sang royal des *Stuarts*, doit nous animer à seconder l'entreprise d'un Prince qui en a recueilli les droits, & qui fortement persuadé de l'équité de ses Sujets, leur envoie ce qu'il a de plus cher, pour implorer leur justice & leur fidélité.

Tel est le précis des moyens par lesquels le Défenseur de la Maison Royale des *Stuarts* a soutenu les droits de son auguste Partie. Celui de la Maison de *Brunswick* y a opposé le droit dont il prétend que la Nation a toujours joui, de disposer de sa Couronne sans aucun égard pour les loix du sang ou de la proximité. Elle a à la vérité presque toujours égard à ces loix, lorsque des raisons particulières ne l'engagent point à y déroger. Mais ce n'est que par pure bienfaisance & par amour du bon ordre qu'elle s'y soumet, sans y être astraïnte par aucune loi indispensable. Lorsqu'elle adopte le droit héréditaire, ce n'est que pour ne pas plonger l'Etat dans les inconvénients inévitables d'une succession élective. Ainsi elle en fait usage toutes les fois que cette succession héré-

Précis des
moyens allégués
en faveur de la
Maison de
Brunswick.

ditaire peut servir à la tranquillité des Peuples. Mais lorsque le Prince à qui elle a confié le dépôt de son autorité, vient à en abuser, comme dans le cas présent du Roi *Jacques*, elle a droit de le retirer des mains d'un Administrateur infidèle, pour le remettre en des mains plus sûres. C'est ce que nos Annales nous apprennent qu'elle a toujours pratiqué en vertu de sa prérogative ; & c'est aussi ce qu'elle a fait à l'égard du Roi *Jacques*, en conséquence de son privilège inaliénable. Ce n'est point par caprice qu'elle a dépossédé ce Prince & sa seconde posterité, pour donner sa Couronne à des Princes du même sang, quoique dans des degrés plus éloignés. Elle y a été portée par des motifs des plus légitimes. Les attentats continuels de ce Roi pour anéantir nos libertés & notre Religion, ont été un prétexte suffisant pour lui ôter les moyens de nuire davantage. La crainte de retomber sous l'oppression dont la révolution nous a délivrés, a inspiré aux Représentans de la Nation le dessein d'exclure à jamais, non-seulement ce Prince & sa seconde posterité, mais encore tous ceux qui feroient profession de la même Religion que lui, parce que l'expérience nous a appris qu'un Etat Protestant ne sçauroit s'accommoder d'un Gouvernement Catholique. Selon nos loix, le Roi est le Chef suprême de l'Eglise Anglicane, & a la disposition de tous les Bénéfices & de toutes les Charges. Cette éminente prérogative ne sçauroit convenir à un Prince qui auroit une horreur invincible pour notre Religion ; & ce seroit un monstre dans la Politique aussi-bien que dans la Religion, si on venoit à enter une tête Catholique sur un corps Protestant. Cette différence ne sçauroit manquer de jetter le trouble & la division dans l'Etat. Le Prince, par zèle pour sa Communion, accorderoit les Bénéfices & les Charges à ceux qui penseroient comme lui ; & par-là tous les bons Sujets se verroient déçus de l'espérance de pouvoir y parvenir. L'émulation, ce puissant mobile de l'application & du mérite, s'évanouiroit ; & les études, si florissantes parmi nous, retomberoient dans une langueur qui conduiroit infailliblement à la barbarie des siècles passés. Il y auroit donc de l'imprudence de s'exposer à tous ces inconvéniens par une prédilection outrée pour le droit héréditaire. Ainsi il étoit de la sagesse de pourvoir à la sûreté de la Religion & de l'Etat, en appelant à la Couronne la Branche Protestante la plus prochaine. C'étoit celle de la Maison de *Brunswick - Hanovre*. C'est aussi cette illustre Maison que les Représentans de la Nation y ont

ont appelée, suivant les idées du Roi *Guillaume*. Mais, dit-on, le jeune Prince de *Galles* n'avoit aucune incapacité, ni du côté de ses qualités personnelles, ni du côté de la Religion, qui eût pu lui mériter l'exclusion après la retraite du Roi son Pere. On en convient : mais comme le Roi *Jacques* par sa retraite étoit censé mort civilement, & qu'il se trouvoit dans un cas semblable à celui d'un homme condamné par un Bil d'*Atteinder*, qui entraîne dans sa condamnation toute sa malheureuse posterité, la Nation a été en droit de priver le Fils pour les fautes du Pere, puisque les loix l'y autorisoient dans des cas semblables. Il est vrai que la Nation n'a pas enveloppé dans son sort la posterité du Roi *Jacques* de son premier lit. Mais c'est une grace qu'elle lui a faite. C'est une exception qu'elle a bien voulu faire en leur faveur, sans qu'on puisse en tirer aucune conséquence en faveur de la posterité du second lit, ni regarder comme une injustice la préférence accordée à la premiere. Tels sont les principaux moyens allegués par le Défenseur de la Maison de *Brunswick-Hanovre*.

A notre égard, MY LORDS ET MESSIEURS, pour nous acquitter des devoirs de notre ministère, nous avons trois objets à remplir. Il nous faut d'abord discuter les raisons alleguées de part & d'autre, suivant le précis que nous venons de mettre devant vos yeux. Nous vous proposerons ensuite les réflexions que nous jugerons les plus propres à éclaircir votre religion. Enfin, ce qui est essentiel à notre ministère, nous porterons plainte devant votre Tribunal de toutes les irrégularités que nous aurons observées dans le cours des procédures de cette Cause, & en même tems nous vous ferons part des expédiens qui nous paroîtront les plus propres à les réparer. Ces trois points sur lesquels notre discours va rouler, sont si importants, qu'ils sollicitent pour nous le renouvellement d'attention que nous prenons la liberté de vous demander.

La premiere difficulté qui divise les Défenseurs des illustres Prétendans à notre Couronne, roule sur cette question : si la Nation a toujours, ou n'a jamais eu le droit de disposer de la Couronne, sans aucun égard aux degrés de proximité, dans les cas où son intérêt demandoit qu'on n'y fît aucune attention. Le Défenseur de la Maison de *Brunswick* se fonde sur plusieurs exemples tirés de notre Histoire, qui semblent attribuer au Peuple Britannique une si glorieuse prérogative. Celui de la Maison Royale des *Stuarts*, non-seulement conteste à son adverse Partie la jus-
tesse

tesse de l'application de ces exemples, il les tourne encore contre les prétentions de la Maison de *Brunswick*, & soutient ou qu'ils servent à prouver l'existence du droit héréditaire, ou qu'on n'en peut conclure autre chose, sinon qu'il y a eu dans tous les siècles des factieux & des mécontents, qui ont tenté de bouleverser la constitution fondamentale de l'Etat. Mais qu'il nous soit permis de dire que dans une pareille discussion, c'est s'écarter du véritable point de la contestation qui divise aujourd'hui les Parties. Il ne s'agit pas de sçavoir si dans les anciens tems la Nation jouissoit de ce droit qu'on lui attribue. C'est une question de pure curiosité, qui ne sçauroit nous conduire à la décision du point que nous agitions. Que la Nation ait joui, ou non, dans les anciens tems, de ce privilege; cela importe peu à notre Cause. Mais en jouissoit-elle au tems de la révolution, ou bien s'en étoit-elle dépouillée avant cette époque? C'est là le véritable état de la question: c'est aussi ce qu'il nous faut examiner.

Le mariage de *Henri VII*, connu auparavant sous le nom de Comte de *Richemont*, héritier des droits de la *Rose Rouge*, avec *Elizabeth* fille aînée d'*Edouard IV*, laquelle réunissoit sur sa tête ceux de la *Rose Blanche*, mit fin du moins en apparence aux funestes divisions qui troubloient l'Etat depuis plus d'un siècle. La Nation, qui commença alors à respirer, crut ne pouvoir mieux affermir sa tranquillité, qu'en assurant irrévocablement à la postérité issue de cette heureuse alliance la succession à la Couronne, suivant l'ordre établi dans toutes les successions. C'est donc, à proprement parler, du moment de ce consentement solennel que nous devons commencer à compter le point fixe d'une succession invariable; & si avant ce tems-là il y a eu quelque incertitude sur le droit héréditaire, il cessa dès-lors d'y en avoir. Dès-lors la Nation, liée aux descendans d'*Henri VII*. & d'*Elizabeth* son épouse, se dépouilla de tout droit de disposer de la Couronne, (supposé qu'elle l'eût eu auparavant,) pendant tout le tems qu'il en resteroit quelque rejetton. En conséquence de cette nouvelle loi, *Henri VIII*. leur fils leur succéda, & fut autorisé par le Parlement à régler la succession entre ses enfans de differens lits. Le cas ne laissoit pas d'être embarrassant, à cause de son divorce avec sa première femme, & du procès criminel par lequel il avoit fait périr la seconde: mais enfin, sans entrer dans un examen rigide de la légitimité de *Marie* & d'*Elizabeth* ses deux filles, l'une du premier lit, l'autre du second lit, ce Prince les appella toutes les deux

deux à la Couronne, selon l'ordre de leur naissance, après *Edouard* leur frere d'un troisième lit.

La posterité de *Henri VIII.* étant éteinte par le décès de ses trois enfans, qui ne laisserent point de lignée, il fallut nécessairement remonter jusqu'à l'aînée des filles d'*Henri VII.* selon l'engagement précédent de la Nation, afin de trouver un successeur légitime au Trône parmi les descendans de cette fille aînée. Ce fut donc en vertu de ce droit que *Jacques VI.* de nom en qualité de Roi d'Ecosse, & premier de nom en celle de Roi d'Angleterre, parvint incontestablement à notre Couronne, comme étant arrière-petit-fils de *Marguerite* fille aînée d'*Henri VII.* La Reine *Elizabeth*, que le Parlement d'Angleterre avoit suppliée de désigner quel devoit être son successeur le plus proche, confirma dans son testament le droit de *Jacques I.*, quoiqu'elle eût fait périr sa mere sur un échaffaud. Ce fut en la personne de ce Prince que la Famille Royale des *Stuarts* commença à regner sur nous en vertu du droit héréditaire, confirmé par nos suffrages en faveur des descendans du Roi *Henri VII.* Ce droit fut transmis à *Charles I.* son fils ; & la malheureuse catastrophe qui lui fit perdre la tête sous la hache d'un Bourreau, par l'abominable fureur d'une faction de fanatiques, ne donna aucune atteinte aux droits reconnus de cette Royale Maison. *Charles II.* son fils, après l'extinction de la furieuse cabale de *Cromwel*, remonta avec un applaudissement universel sur le Trône de ses Ancêtres. *Jacques II.* son frere, dont la cause fait le sujet de la contestation présente, recueillit tous les droits de sa Maison & les transmit à sa posterité. Ainsi à compter du regne d'*Henri VII.* jusqu'au moment de la révolution, c'est-à-dire, pendant plus de deux cens ans, le droit héréditaire a été reconnu & observé parmi nous sans interruption, suivant le rang de la naissance, en vertu du consentement exprès de la Nation en faveur des descendans d'*Henri VII.* Dès ce moment le serment prêté au Roi, fut censé prêté en même tems au successeur présomptif, par une sage précaution que prit alors la Nation, de ne plus laisser en doute quel étoit l'héritier le plus prochain, afin de ne plus retomber dans ces sanglantes guerres intestines qui avoient désolé tout le Royaume pour la querelle des deux *Roses*, & qui n'avoient eu d'autre cause que l'incertitude touchant la personne de l'héritier le plus proche. Dès ce moment la succession graduelle devint irrévocable, par le serment que fit la Nation de n'y donner jamais aucune atteinte. C'est donc sur ce
consentement

consentement unanime de la Nation que le droit héréditaire se trouve fondé : c'est sur ce fondement que la posterité du Roi Jacques a droit de le revendiquer. Telle est notre première réflexion.

Mais, dit-on, (& c'est ici le sujet de notre seconde réflexion) si ce droit héréditaire est irrévocablement établi parmi nous, nous voilà livrés à la merci de tous les oppresseurs couronnés en vertu de ce droit. La Nation n'aura plus moyen de se faire justice de la tyrannie de ses Souverains. Elle devra souffrir, sans pouvoir y apporter de remède, tous les caprices de l'imagination déréglée, ou des passions extravagantes de ses Princes ; & de-là quels inconvéniens, quels désordres n'aura-t-elle pas à craindre ? N'est-il pas plus naturel qu'elle puisse pourvoir à sa sûreté, en punissant exemplairement un incendiaire public, que d'attendre tranquillement qu'elle ait été consumée par l'embrasement ? Faudra-t-il qu'elle souffre patiemment que cette autorité qu'elle a déposée entre les mains d'un Souverain pour assurer son bonheur, devienne l'instrument de sa ruine, sans qu'elle puisse la reprendre & la confier en des mains plus fideles ? Cette difficulté, qui a été de tout tems le grand argument des factieux, n'a qu'une solidité apparente, & peut facilement se résoudre. Personne n'a jamais prétendu que l'autorité Royale, confiée par droit héréditaire à un Prince, puisse l'autoriser à devenir un oppresseur, ni qu'elle doive être un aiguillon à la tyrannie. Si un Prince devenu notre Souverain par le droit de la naissance, abuse de son autorité, nos Loix & nos Coutumes nous fournissent plusieurs moyens de réprimer cet abus. Elles nous prescrivent d'abord la voye des Adresses & des remontrances. Si cette voye est inefficace, nous avons pour seconde ressource le refus de toute sorte de subsides, jusqu'à ce que le Prince ait fait droit sur nos plaintes. Si malgré ce refus de subsides, il ne daigne pas les écouter, & qu'il veuille lever les subsides de son autorité privée, sous le nom de *benevolence*, ou sous quelque autre prétexte que ce soit, comme il ne sçauroit le faire que par le moyen & l'entremise de ses Ministres & Conseillers d'Etat, la Nation a pour troisième remède le droit de s'en prendre à ces Ministres & Conseillers, & de les rendre responsables de la conduite de leur Maître. Ils ne sçauroient alléguer pour leur justification les ordres exprès du Prince de sceller ces Edits injustes, parce que la raison leur prescrit les bornes de leur obéissance ; & s'ils n'ont pas le crédit de détourner par leurs sages conseils les mauvais effets de la conduite de leur Souverain, ils

ils doivent plutôt lui remettre leurs Emplois, que de se rendre complices & participans de ses entreprises illégitimes. Dans notre usage, & sur-tout depuis l'exécrable parricide commis en la personne de *Charles I*, nous regardons nos Rois comme impeccables dans l'administration du Gouvernement, parce que nous supposons que les distractions indispensables de la Royauté, les dissipations continuelles de leur rang, l'inévitable nécessité de représenter sans cesse, de donner audience aux Ministres étrangers, d'assister aux cérémonies publiques, & toutes les autres fonctions attachées à leur Dignité, ne leur laissent point le loisir de s'appliquer en détail à la connoissance des affaires & aux pénibles soins du Gouvernement. Ils ont pour cet effet des Ministres & des Conseillers, sur lesquels ils s'en déchargent ; & c'est aussi sur le compte de ces Ministres que nous mettons toutes les fautes que les Rois pourroient commettre, parce que c'est à eux à les en détourner, à leur en faire sentir les conséquences, & à leur donner les avis convenables. S'ils ne le font point, ou s'ils prêtent le moins du monde leur Ministère à des injustices préjudiciables à la Nation, elle a droit de les attaquer. C'est ce qu'elle fait par des accusations en forme & par des Bils d'*Atteinder* qu'elle porte contr'eux, tant pour les punir de leur prévarication, que pour servir d'exemple aux Ministres qui leur succéderont.

Mais si ce troisième remède devient inutile, soit par la protection que le Prince donne à ses Ministres coupables, soit par les intrigues qu'ils forment pour se mettre à couvert de l'orage, il y en a un quatrième, qui est l'unique souverain leniment de tous les maux désespérés. C'est la patience. Quand les attentats des Princes & de leurs Favoris sont en petit nombre, ou d'une telle nature qu'ils ne sont nuisibles qu'à quelques particuliers, il est de la prudence de les supporter patiemment, ou de se contenter d'en obtenir la réparation par de très-humbles remontrances, plutôt que de tenter de les redresser par des excès qui seroient plus criminels que les injustices dont on se plaint. Si ces griefs étoient si grands & si fréquens, qu'ils tendissent au renversement de la Constitution de l'État & des libertés du Peuple, il vaudroit encore mieux les supporter, que de bouleverser cet État par une prise d'armes, dont les inconvéniens seroient encore plus à craindre que les excès dont on demanderoit le redressement. Nos peres nous ont donné plusieurs fois l'exemple de cette patience dans des occasions mille fois plus délicates que

Quatrième Suite.

D

celles

celles où nous nous sommes trouvés. C'est ainsi que sous *Henri VIII*, le plus funeste oppresseur que non-seulement la Nation, mais même l'Europe, ait eu depuis plusieurs siècles, nos pères prirent le parti de gémir en secret, & de souffrir avec une patience prudente des maux qui étoient véritablement insupportables, mais qui le seroient peut-être devenus davantage par la résistance. Ce Tyran non content d'avoir mis le désordre dans sa famille par son incontinence, par ses divorces, par le supplice de deux Reines ses femmes ou ses concubines, par la multiplicité de ses mariages : non content d'avoir accablé ses Peuples par des impôts arbitraires, d'avoir fait mourir de son autorité, sans aucune forme de procès, tous ceux qui avoient le malheur de lui déplaire, voulut encore assujettir ses Peuples à ses idées capricieuses sur la Religion, & obliger tous ses Sujets à penser comme lui ; de sorte que sous son regne il n'étoit plus permis d'être ni Catholique, ni Protestant. Ce n'étoit que par une soumission extérieure qu'on pouvoit éviter les bûchers préparés à ceux qui ne souscrivoient pas aux six articles que son extravagante imagination lui avoit fait inventer : soumission qui auroit porté tous les caractères d'une hypocrisie des plus criminelles, si la violence qui y forçoit ne l'eût rendue en quelque sorte excusable. Après un schisme qui n'avoit d'autre cause que son incontinence, il se mit à dépouiller & à ruiner tous les Monasteres & toutes les maisons consacrées à Dieu, & se fit un barbare plaisir de commettre tous ces excès dont nos Annales rougissent. Si jamais il y eut une occasion légitime de se soulever, c'étoit sans doute celle que fournissoient de pareils attentats. Cependant nos ancêtres si indignement traités, aimèrent mieux les souffrir, que de les repousser par d'autres excès dont ils craignirent des suites plus funestes. Ils laisserent donc sur le Trône un Prince si indigne de l'occuper, & se contenterent de gémir en secret de sa conduite, quoiqu'il fût le premier possesseur du droit héréditaire, depuis le premier établissement qui en avoit été fait sous le regne de son père. C'est ainsi encore, (pour en venir à un exemple de plus fraîche date,) c'est ainsi que sous *Charles II.* la Nation se laissa enlever toutes ses Chartes, & avec elles tous ses privilèges, sans autre résistance que celle des prières & des remontrances, aimant mieux souffrir un grand mal, que d'y remédier par un plus grand.

Nous ne voulons pas dire cependant que si les extravagances d'un Prince en étoient venues à ce comble qu'il ne fût plus possible

sible de les supporter, il ne seroit jamais permis d'en venir au dernier remede que les loix de toutes les Nations autorisent, & qui consiste en la déposition, ou en l'interdiction des fonctions de la Royauté. Mais avant que de tenter cette voye, il faudroit bien examiner si les maux dont on se plaint sont d'une nature à ne pouvoir plus être supportés, ni guéris par aucun autre moyen, de peur qu'en voulant se tirer d'un précipice, on ne se plonge dans un abîme effroyable. C'est ce que tous les Peuples ont pratiqué dans des cas semblables; & c'est ce qu'a fait en particulier notre Nation à l'égard des personnes de *Richard II.* & d'*Edouard II.* Mais en ôtant à ces Princes l'exercice de leur autorité, ils ne les dépouillerent point de leur droit, & ils en priverent encore moins leur posterité. A l'égard d'*Edouard II.*, dans le tems qu'ils le forçoient à se démettre de sa Dignité, ils l'obligerent de la déposer entre les mains de son fils, encore mineur & sous la tutelle de sa mere. Et par rapport à *Richard II.*, comme il avoit un Compétiteur légitime de sa Couronne, & qu'il ne laissoit point d'héritier, ils lui ôterent à la vérité l'exercice de ses fonctions, mais ils lui conserverent le nom & les honneurs de la Royauté jusqu'à son décès, quoique le Duc de *Lancastre* eût pris le titre de Roi plutôt par droit de conquête, qu'en vertu de sa naissance. Nous n'examinons point ici si la conduite de nos ancêtres à l'égard de ces deux Rois fut juste & louable. Cette discussion nous meneroit trop loin. Qu'il nous soit seulement permis d'en tirer cette conséquence, que supposé que les griefs imputés au Roi *Jacques*, fussent irrémediables par toute autre voye que par l'interdiction ou la déposition, cette peine ne devoit point s'étendre à la seconde posterité, qui n'étoit point coupable de ces excès; & tout ce qu'auroit pû faire la Nation en pareil cas, eût tout au plus été de se conformer aux deux exemples que nos ancêtres nous avoient laissés, tels que nous venons de les rapporter.

Mais est-il bien constant que les griefs imputés au Roi *Jacques* fussent d'une nature à ne pouvoir plus être supportés? Etoient-ils aussi forts & aussi averés qu'on le prétendoit alors? N'y avoit-il pas une exageration manifeste dans les plaintes formées contre la conduite de ce Roi; & en les supposant même bien fondées ces plaintes, n'y avoit-il point d'autre moyen de les faire cesser, que celui dont on fit usage à son égard? C'est ce qu'il nous faut examiner en peu de mots avec toute la liberté attachée à notre ministère. Ces griefs nous sont connus par le Manifeste même du

Prince d'Orange ; qu'on n'accusera pas de les avoir diminués dans une pièce uniquement destinée à soulever la Nation par l'exagération même de ces griefs. Nous ne courons donc aucun risque d'être taxés de partialité en prenant un tel guide. Le Prince les a réduits à cinq ou six chefs principaux , que nous allons parcourir.

Burnet , Vie
de Jacques II.
pag. 382.

Le premier & le plus grave de tous ces griefs , duquel tous les autres dérivent comme de leur source , consiste dans les attentats qu'on attribue au Roi Jacques contre les loix , tant civiles qu'ecclésiastiques. Qui ne croiroit d'abord que pour constater ces attentats , on auroit produit une longue énumération d'entreprises illégitimes contre les loix fondamentales de l'Etat ? Nos esprits y étoient préparés par les expressions emphatiques avec lesquelles on les avoit exposés. Cependant ce pompeux étalage se réduit enfin à deux tentatives des plus excusables ; je veux dire , au pouvoir dispensatif que le Roi Jacques s'est attribué , & à son Edit sur la tolérance. A l'égard du pouvoir de dispenser des loix , c'étoit une prérogative de la Couronne qu'on ne lui avoit jamais disputée , & on auroit peine à produire des Parentes de nos Rois dans lesquelles on ne trouvât quelque *nonobstante* ; c'est-à-dire , quelque faveur accordée , malgré tout ce que les Parlemens avoient décidé au contraire. Quand même ce pouvoir auroit été porté trop loin par le Roi Jacques , y avoit-il là une raison suffisante pour aller inquiéter sur son Trône un Prince revêtu de ce pouvoir ? Mais après tout , en quoi ce Prince avoit-il si fort excédé ? Il avoit accordé quelques Brevets à des Officiers Catholiques lors de la rébellion du Duc de Monmouth , & il en avoit été très-bien servi. Le Parlement y avoit consenti , & s'étoit contenté de borner leur service à trois mois. Ainsi par ce consentement le Parlement s'attribuoit un pouvoir qu'il ne vouloit pas reconnoître dans le Roi. Mais quelle étoit la loi dont ce Prince vouloit donner dispense ? C'étoit celle du *Test* , loi des plus nouvelles , dont la date ne remontoit pas au-delà de sept ou huit ans : loi uniquement inventée contre le Roi lui-même , pour le priver non-seulement de ses Dignités , mais encore du droit de parvenir à la Couronne : loi qui ne devoit son origine qu'à une faction envenimée contre la personne de ce Prince , de l'aveu même des Historiens les plus passionnés contre lui : loi enfin des plus injustes , & qui , quoique générale dans ses expressions , étoit pourtant tournée de façon qu'elle ne pouvoit embarrasser que les seuls Catholiques.

Catholiques, contre lesquels seuls on en pressoit l'exécution, sans qu'on se mît en peine d'en faire le même usage contre les Sectaires des autres Communions. Peut-on donc trouver étrange que le Roi *Jacques* ait tenté l'abolition d'une loi qui portoit tant de caracteres de passion & d'iniquité? Pouvoit-on lui faire un crime de ce qu'en attendant qu'il en eût obtenu l'abolition, il usoit des prérogatives attachées à sa Dignité, en donnant des dispenses à des Officiers dont les services les rendoient dignes de cette grace?

Le déchaînement qu'on fit paroître contre ce Roi à l'occasion de l'Edit de Tolerance, ne fut pas moins injuste. Une Religion comme la nôtre, qui se pique d'une charité universelle pour tous ceux qui portent le nom de Chrétiens, & qui parmi les invectives qu'elle lance contre l'Eglise Romaine, ne trouve point de reproche plus fort que la conduite intolérante qu'elle lui objecte; une telle Religion auroit dû recevoir avec joye & avec action de grâces un Edit qui paroissoit partir des plus pures entrailles du Christianisme, & avoir été dicté par l'esprit même de charité. Cet Edit ne renfermoit qu'une tolerance civile que nos Loix ne refusent point aux Sectes les plus extravagantes. Le droit qu'on y accordoit à tous les Sujets de l'Etat de pouvoir parvenir aux Charges sans aucune distinction de croyance, ne pouvoit point paroître excessif suivant nos principes, puisqu'il n'y avoit pas encore dix ans que ce droit avoit été borné aux seuls Anglicans par l'injuste Bil du *Test*. Ce fut cependant cette Déclaration si louable en elle-même, qui, par les inspirations de la Cabale ennemie, souleva tous les Ordres de l'Etat, jusqu'aux Sectes mêmes en faveur desquelles elle étoit donnée, & dont la plupart aimèrent mieux n'en pas ressentir les heureux effets, que d'en jouir conjointement avec les Catholiques: tant étoit injuste & violente la haine que les Factieux avoient pris soin d'inspirer contre ce Prince & contre sa Religion. Il n'y eut jamais de soulèvement plus mal-fondé que celui-là. Le Roi, en vertu de sa prérogative, avoit le droit de permettre dans ses Etats l'exercice de telles Religions qu'il jugeoit à propos, pourvu qu'il ne donnât aucune atteinte à la Religion dominante. Ses Prédecesseurs avoient si bien joui de ce droit, que ce n'étoit que par leur concession que les différentes Sectes répandues dans le Royaume y jouissoient du bénéfice de tolerance. Outre cela, l'ordre émané du Conseil de faire publier la Déclaration dans toutes les Eglises, étoit dans

toutes

toutes les regles, & n'excedoit point son pouvoir. Il n'y a point de Pays où le Souverain n'ait le privilege de faire publier dans les Eglises de ses Etats les Edits qui interessent l'ordre public. Nos Rois ont doublement ce privilege, & en qualité de Souverains, & en qualité de Chefs suprêmes de l'Eglise Anglicane: qualité qui leur donne sur les Ecclesiastiques la même autorité dont les Papes jouissoient avant notre séparation d'avec l'Eglise Romaine. Mais enfin, supposé que cette prétention fût effectivement excessive, à qui falloit-il s'en prendre? Ce n'étoit point au Roi, qui après avoir donné sa Déclaration sur l'avis de son Conseil, laissa aux Cours supérieures le soin d'en poursuivre l'exécution. C'étoit donc ces Cours qu'il auroit fallu rendre responsables des irrégularités dont on auroit eu à se plaindre. La Cour des *Subdélégués*, composée des plus éminens Sujets qu'il y eût dans l'Eglise & dans la Robe, à la tête desquels étoit le grand Chancelier & l'Archevêque de *Cantorbery*, jugea que pour donner une publicité plus authentique à cette Déclaration, il convenoit d'en ordonner la lecture dans toutes les Eglises, suivant l'usage observé de tout tems, & en particulier sous le regne de *Charles II*, par ordre duquel une semblable Déclaration avoit été lûe & publiée dans toutes les Paroisses. Ainsi ce n'étoit ni une nouveauté, ni une contravention aux loix; & quand bien même c'en auroit été une, elle ne pouvoit point être imputée au Roi *Jacques*, mais à la Cour Ecclesiastique, qui l'avoit commise.

Mais, dira-t-on, & c'est ici le grand grief, & peut-être le seul qui ait ébloui les yeux du Public, sur le refus que firent les Ecclesiastiques d'obéir, on procéda contre eux; & sept Evêques qui eurent le courage de faire des remontrances, furent envoyés prisonniers à la Tour, pour les punir d'une démarche applaudie de toute la Nation. Ce grief a paru si fort aux ennemis du Roi *Jacques*, qu'après avoir avoué que les autres imputations faites à ce Prince, n'étoient pas suffisantes pour donner lieu à un soulèvement, ils s'accordent tous à soutenir que ce dernier trait de despotisme mettoit le sceau à tous les autres attentats, & donnoit à la Nation un droit légitime de s'opposer à une tyrannie qui, selon eux, n'auroit bien-tôt plus de bornes. Mais une si violente déclamation, qui n'étoit propre qu'à faire illusion aux simples, n'en a pas imposé aux Adversaires les plus envenimés du Roi *Jacques*, lesquels ont été obligés de reconnoître qu'il n'y avoit rien

rien de reprochable dans la conduite tenue envers les sept Evêques. Ce n'étoit point pour avoir refusé de lire la Déclaration qu'on les punissoit, ni pour avoir présenté une remontrance à ce sujet : mais c'étoit pour l'avoir présentée avec un appareil qui ressenoit la mutinerie, & pour l'avoir imprimée & publiée sans permission. D'ailleurs, cet emprisonnement ne vint point du Roi, mais de son Conseil, qui en signa l'ordre & le fit exécuter. Supposé même que cet ordre fût émané du Roi, pouvoit-on lui reprocher d'avoir agi contre la teneur des loix? Ne permettent-elles point au Roi d'emprisonner tous ceux qu'il juge à propos, pourvu qu'en vertu du privilège *habeas corpus*, il les relâche à leur requête en donnant bonne & suffisante caution de se représenter au tems marqué. Dans la cause présente des sept Evêques, toutes les formalités prescrites furent exactement observées. Ils furent relâchés sur leur cautionnement, leur cause fut solennellement plaidée, & ils furent déclarés innocens par un Arrêt juridique. Dans tout ce procédé y a-t-il la moindre trace d'injustice ou de tyrannie? Et quand même on voudroit s'obstiner à y en trouver, sur qui doit-on en rejeter le blâme? Sur le Roi, ou sur les Conseillers d'Etat qui expedierent & firent exécuter l'ordre de l'emprisonnement?

Disons la même chose de tous les autres griefs particuliers dont le Prince d'Orange grossit mal-à-propos son Manifeste. L'affaire du College de la *Magdeleine*, dont on fit tant de bruit, est un reproche si pitoyable, que tous les Ecrivains les plus passionnés contre la mémoire du Roi *Jacques*, ne peuvent s'empêcher d'avouer que ce ne pouvoit être un sujet valable de soulèvement. Le Roi avoit crû que sa prérogative Royale lui donnoit droit de recommander pour l'élection d'un Principal un Membre qui lui paroïssoit digne de sa recommandation. On sçait bien que sur ces matieres les Princes sont souvent sujets à être trompés, parce qu'il est rare qu'ils puissent connoître au juste le mérite des personnes qu'ils mettent en place. Le Sujet recommandé par le Roi parut indigne de ce Poste aux Membres de ce College. Mais au lieu de faire leurs humbles remontrances pour en représenter l'incapacité, ils procederent à l'élection d'un autre Suppôt, sans aucun égard pour la Lettre du Roi, qui avoit lieu de se promettre une plus grande déférence de la part d'un College dont ses Ancêtres avoient été les Fondateurs. Sur un nouveau refus d'élire pour Principal l'Evêque d'*Oxford*, contre lequel ils n'avoient
rien

rien à alléguer, la Cour des *Subdélégués* justement indignée, jugea qu'une désobéissance si marquée, accompagnée de mutinerie, ne méritoit point d'indulgence. Ainsi on procéda contre les mutins suivant les regles de l'ordre judiciaire; & par cela même le Roi *Jacques* se trouvoit parfaitement disculpé.

L'accusation d'avoir mis dans les Offices de Judicature des Sujets indignes de ces Emplois, n'a pas un fondement plus solide; & si de pareils reproches méritoient la peine du détronement, il n'y a point de Roi dont la Couronne fût assurée, puisqu'il n'y en a point qui ne soit tous les jours exposé à se tromper dans le choix des Officiers de Justice. Les Successeurs du Roi *Jacques* ont eu les mêmes reproches à effuyer; & il y a apparence que jusqu'à la fin des siècles on fera les mêmes plaintes des Princes qui regneront, parce qu'il ne leur sera pas possible, quelque attention qu'ils y apportent, d'empêcher qu'il ne se glisse quantité de mauvais Sujets dans le grand nombre d'Emplois dont ils ont la disposition. Mais n'est-ce pas leur faire une injure manifeste que de leur en imputer le blâme, puisqu'on sçait bien qu'ils ne délivrent leurs Commissions que sur l'avis & par le choix de leurs Ministres d'Etat, aux lumieres desquels ils sont nécessairement obligés de s'en rapporter?

C'est encore un prétexte bien frivole que celui qu'allègue le Prince d'*Orange* dans son Manifeste pour colorer son invasion, qu'il ne se proposoit que de procurer à la Nation un Parlement libre. Cette protestation, qui n'étoit mise en avant que pour en imposer, renfermoit une imputation calomnieuse contre le Roi *Jacques*, comme si ce Prince n'assembloit point son Parlement, par la crainte de trouver dans la fermeté des Députés un obstacle à ses projets. Mais la brièveté de son Regne, qui ne dura que trois ans & demi, le justifie suffisamment. Dès la première année, il assembla un Parlement qui tint deux Séances, c'est-à-dire, deux années. Après l'avoir dissous sur la fin de sa troisième année, suivant la prérogative annexée à la Royauté, & dont le Prince d'*Orange* fit lui-même usage plus d'une fois, le Roi *Jacques* ne jugea pas à propos d'en convoquer un nouveau, parce qu'il ne crût pas en avoir besoin, n'ayant aucun motif légitime d'y avoir recours. D'ordinaire les Rois ne se portent à assembler leur Parlement, que dans les cas où ils croient leur tenue nécessaire pour en obtenir des subsides; mais comme le Royaume étoit alors en paix, & que l'économie avec laquelle il administroit ses revenus,

revenus, le dispensoit de surcharger ses Sujets de nouveaux impôts, il crut leur devoir épargner les frais & la fatigue d'une convocation qui est toujours à charge. Quand même il auroit eu d'autres motifs, il y eut un si court espace entre la dernière Assemblée du Parlement & l'invasion du Prince d'*Orange*, qu'il falloit avoir un grand fond de malignité pour oser faire de ce délai un reproche à un Roi qui n'avoit fait que suivre l'exemple de ses Prédécesseurs.

Que conclure du peu de solidité de tous ces griefs imputés au Roi *Jacques*, sinon qu'il n'y eut jamais prévention ni plus injuste, ni plus mal fondée que celle qu'on fit paroître contre ce Prince? Que sous son Regne il se soit commis des abus, soit dans l'administration de la Justice, soit dans la distribution des Charges, quoi de surprenant en cela, & quel reproche peut-on lui en faire qui ne lui soit commun avec les meilleurs Princes, avec ceux même dont le Gouvernement a mérité les plus justes éloges? N'est-ce pas une injustice criante que de le rendre responsable des abus qui, selon toutes les règles, ne pouvoient être mis que sur le compte de ses Ministres & de ses Officiers? Supposé que les prévarications dont on se plaignoit fussent réelles, étoit-ce lui qui les avoit commandées? Et quand bien même il en auroit donné l'ordre, n'en devoit-on point rejeter la faute sur ses Conseillers d'Etat & sur les autres exécuteurs de ses volontés, parce qu'il ne leur étoit pas possible d'ignorer jusqu'où pouvoit s'étendre le devoir de leur obéissance? Qu'auroit-on dit de lui, si on avoit eu à lui reprocher un Gouvernement arbitraire comme à *Henri VIII*: s'il avoit condamné à mort des personnes de tout genre, sans aucune forme de procès: s'il avoit de son autorité privée levé des impôts exorbitans sur ses Peuples sans leur consentement: s'il avoit tout bouleversé dans la Religion & dans l'Etat au gré de ses caprices: s'il avoit allumé des buchers dans tous les coins du Royaume, pour y faire périr tous ceux qui n'auroient point eu la docilité d'adopter ses idées sur la Religion: s'il avoit en un mot commis tous ces excès qui ont rendu la mémoire d'*Henri VIII*. un objet d'exécration éternelle? Ce Prince cependant si digne d'horreur acheva paisiblement la longue carrière de son Regne, parce que ses Sujets estimerent qu'il valoit mieux supporter patiemment de grands maux, que de mettre l'Etat en danger par une résistance criminelle. Cet exemple parut trop beau pour être imité par la Faction acharnée contre le

Quatrième Suite.

E Roi

Roi Jacques. Pour parvenir à le noircir dans l'esprit des Peuples, il fallut lui supposer des excès imaginaires, excès qui n'auroient pourtant jamais pû être mis sur son compte, quand ils auroient été réels. Sa conduite extérieure étant irréprochable, on se jeta sur ses intentions secrètes, & on se retrancha à insinuer que tous ses desseins ne tendoient qu'à ruiner la Religion Protestante, pour relever sur ses ruines les fondemens de la Religion Catholique. On n'ignoroit pas l'impression qu'une pareille accusation pouvoit faire sur l'esprit du Peuple. C'est pourquoi on s'attacha à la faire valoir dans toute sa force; & on y réussit si bien par les allarmes qu'on inspira, que toutes les Chaires ne retentissoient que du danger que couroit la Religion.

Mais en quoi consistoit-il donc ce danger? Pouvoit-on reprocher au Roi Jacques aucune violence, aucune voie de fait, aucune menace même? Avoit-il persécuté, mis en prison, fait mourir quelqu'un qui n'eût d'autre crime que la profession de la Religion Protestante? Quelqu'envenimés qu'ayent été contre lui ses ennemis, ils n'ont jamais osé lui faire ce reproche. Voit-on qu'il ait refusé d'admettre les Protestans aux Charges, tant ecclésiastiques que séculières? N'est-il pas certain au contraire que dans la distribution des Emplois, ses bienfaits se repandoient sur eux avec plus d'abondance que sur ceux de sa Communion? On ne pouvoit point lui faire un reproche particulier du pouvoir dispensatif, puisque les Rois ses Prédecesseurs, aussi-bien que ses Successeurs, se le sont également attribué. Son Edit sur la Tolérance, bien loin de mériter un soulèvement, étoit digne d'être applaudi par toutes les différentes Sectes qui partagent la Religion dans nos États. Ainsi, disons-le avec la liberté attachée à notre ministère, rien de plus injuste que le déchaînement que cet Edit occasionna. Supposé même que ce déchaînement fût bien fondé, peut-il jamais servir d'excuse à l'indigne traitement qu'on fit souffrir à ce Prince? Le mal qu'on lui imputoit étoit-il si grand qu'il fût irréparable, & ne pouvoit-on point y remédier par des moyens plus doux que ceux qu'on y employa? La peine de la déposition qu'on fit subir à ce Prince, étoit donc injuste, à ne la considérer que du côté des griefs qu'on lui imputoit. Mais qu'elle vous paroîtra encore bien plus injuste, si vous la considérez du côté des procédures qu'on employa pour le dépouiller de sa Dignité! L'examen de ces procédures devoit faire la principale partie des fonctions de notre ministère; mais leur

leur irrégularité est si sensible, que nous ne ferons que l'indiquer en peu de mots, parce qu'un examen trop étendu nous empêcheroit de proposer à la Cour des réflexions d'une bien plus grande importance qui nous restent à faire sur l'intérêt présent de l'Etat, & sur les remèdes qu'il convient d'apporter aux maux qui tirent leur origine de ces procédures irrégulières.

Pour en mieux comprendre l'illégitimité, remontons au Manifeste du Prince d'Orange, dans lequel il expose les motifs qui le déterminoient à faire descente dans notre Royaume. S'il l'en faut croire, il ne se proposoit que d'obtenir, par le moyen d'un Parlement libre, le redressement des griefs de la Nation. C'étoit donc là le point qu'il ne devoit jamais perdre de vue dans son entreprise, supposé que ses intentions fussent aussi sincères qu'il le donnoit à entendre. Mais pour obtenir l'effet d'un si beau dessein, quel moyen plus efficace que de s'aboucher avec le Roi Jacques; que de lui représenter respectueusement les plaintes formées contre son Gouvernement; que de prendre de concert avec lui les mesures les plus propres à calmer les inquiétudes de la Nation? Sa double qualité de neveu & de gendre du Roi lui devoit être un nouveau motif de ne pas refuser la voie d'une conférence que son beau-père demandoit, & qui, selon toutes les apparences, auroit mis fin à tous les troubles. Au lieu de descendre à une proposition si raisonnable, ce Prince aveuglé par une politique ambitieuse, envoya au milieu de la nuit signifier au Roi Jacques dans son propre Palais l'ordre de sortir de sa Capitale, & de se rendre dans le lieu qu'on lui désignoit. Pourroit-on jamais croire le prétexte frivole que prit le Prince pour colorer une démarche si indécente? *Il craignoit, disoit-il, que les Gardes du Roi ne prissent querelle avec les siens: ce qui pourroit occasionner un grand désordre.* Mais étoit-il bien difficile d'en prévenir les inconvéniens? Puisqu'il étoit maître de la personne du Roi, auquel il avoit donné ses propres Gardes, il ne tenoit qu'à lui de le faire conduire à Windsor, ou dans quelque autre Maison Royale, dans laquelle il auroit pu sans aucun risque conférer avec lui à l'amiable des moyens de pacifier toutes choses. Il s'étoit fait de part & d'autre des propositions qui avoient été acceptées. D'où vient donc qu'au lieu d'en poursuivre l'exécution, il fit mener le Roi prisonnier à Rochester, où après lui avoir fait donner sous main de vives allarmes, il lui fit rendre la Lettre de la Reine qui exhortoit son Epoux à la retraite? D'où

vient qu'il donna des ordres secrets qu'on lui facilitât les moyens de s'échapper ? C'est que la présence de ce Roi l'embarassoit, & étoit un obstacle à ses vûes ambitieuses. Il les découvre ces vûes dès les premiers pas qu'il fait. La violente soif de regner dont il étoit dévoré, lui fait oublier les motifs qui l'amenoient. Ce redressement des griefs qui faisoit l'unique objet de sa descente dans notre Royaume, il n'en est plus question, du moment qu'il s'est rendu maître de la personne du Roi *Jacques*. Dès-lors toutes choses changent de face, & il ne va plus s'agir que de déguiser sous un voile spécieux les pratiques secrètes de son ambition.

En effet, deux jours après la retraite du Roi *Jacques*, quelques Seigneurs de la faction du Prince le prièrent de se charger du Gouvernement. Mais quel droit avoient-ils de le lui déferer ? Le Roi ne pouvoit pas encore être censé l'avoir abandonné. Pour deux jours d'absence, il n'étoit pas possible de regarder l'Etat comme tombé dans l'anarchie. A la place du Roi, son Conseil n'étoit-il pas suffisamment autorisé de donner les ordres nécessaires ? Oui sans doute, & l'on s'y attendoit. Mais les Ministres d'Etat & les Officiers de la Couronne, infideles pour la plupart à leur devoir, s'étoient laissé corrompre, & avoient rompu leurs Baguettes blanches, même avant le départ du Roi, pour témoigner par une action si extraordinaire qu'ils renonçoient au service de ce Prince. Jamais conduite ne fut plus inexcusable. Les Baguettes blanches, qui sont la marque de leur dignité, ne doivent se rompre qu'à la mort du Roi, pour marquer que leur service est fini auprès de lui. C'est du Roi qu'ils les reçoivent, & c'est aussi à lui qu'ils doivent les remettre, lorsqu'ils jugent à propos de se défaire de leurs dignités, afin que le Roi puisse les donner à d'autres Officiers. Ainsi quel manque, je ne dis pas seulement de respect, mais de jugement, de les avoir rompues, au lieu de les faire rendre au Roi qui n'étoit encore qu'à sept lieues de Londres ! Leurs premières démarches ressentoient donc si fort l'esprit de faction & de cabale, qu'on n'en pouvoit attendre qu'une suite continuelle de mauvais procédés. L'ordre émané du Prince d'*Orange* de procéder à l'élection des Députés pour la *Convention*, ne pouvoit être plus irrégulier. Personne n'ignore qu'il n'y a que le Roi seul qui ait l'autorité légitime de faire cette convocation. Si le Prince d'*Orange* avoit daigné conférer avec le Roi *Jacques*, il auroit pû tout concerter

concerter avec lui , & en obtenir l'ordre d'assembler le Parlement , & par ce moyen toutes choses auroient pû se passer dans les règles ; ce défaut de formalité préalable suffisoit pour rendre la *Convention* illégitime. Pouvons-nous être surpris de l'irrégularité de leurs délibérations , après y avoir été préparés par cette première démarche illégale ?

Aussi cette Assemblée ne se démentit-elle jamais dans la suite. Dès l'ouverture de ses séances, elle fit voir de quel esprit elle étoit animée. Dans un seul jour elle décide trois points de la dernière importance ; la violation du contrat original, l'abdication , & la vacance du Trône. Suivant toutes les règles, avant que de voter que le Roi *Jacques* avoit violé le contrat original entre lui & son Peuple, il étoit indispensable de bien se convaincre de l'existence de ce contrat , & comment & en quels points le Roi l'avoit violé. Pour cet effet, il falloit le citer, l'entendre , & recevoir ses justifications. Tout injustes qu'étoient les Commissaires du long Parlement qui firent le procès au Roi *Charles I*, ils n'osèrent point s'écarter de ces règles inviolables. Ils le citerent donc , & sur son refus de répondre, ils lui déclarerent qu'ils alloient procéder contre lui comme contre un muet volontaire. Mais les Députés de la Chambre Basse de la *Convention*, sans citation, sans interpellation, sans interrogatoire, sans audition de témoins, sans Bil même d'*Atteinder* ou de conviction, déclarent le Roi *Jacques* coupable de la plus horrible perfidie, sçavoir, de la violation de son serment, & ils le font sans spécifier ni en quoi, ni quand il l'avoit violé, ni quels étoient les engagements auxquels il avoit manqué. Leur précipitation portoit tant de caracteres d'une passion aveugle & furieuse, qu'il est impossible de les disculper du blâme d'une prévarication manifeste.

Cette passion ne se découvre pas moins visiblement dans la décision qu'ils firent touchant l'abdication prétendue du Roi *Jacques*. Ils n'ignoroient pas que ce Prince, loin d'avoir abdiqué le Gouvernement, avoit laissé en partant une Lettre, par laquelle il déclaroit qu'il ne se retiroit que pour se mettre à couvert des entreprises qu'on pourroit faire contre sa liberté, & qu'il se proposoit de revenir au secours de la Nation, avec des forces suffisantes pour la délivrer de l'oppression sous laquelle elle alloit gémir. Ce Prince, pour ne pas leur laisser ignorer la disposition où il étoit de gouverner la Nation conformément aux loix, avoit écrit

écrit aux Membres du Conseil une pareille Lettre, à laquelle ils ne daignèrent pas de faire réponse. Outre cela, il en écrivit une semblable à chacune des Chambres de la *Convention*, lesquelles par un procédé des plus inouis, firent au Roi l'outrage de ne vouloir pas même l'ouvrir, quoiqu'ils le regardassent encore comme leur Souverain, puisqu'ils n'avoient jusqu'alors rien voté contre lui; ils n'avoient point encore déclaré le Trône vacant par l'abandon ou l'abdication qu'ils supposèrent dans la suite qu'il avoit faite du Gouvernement. Tous les Actes qui se passaient étoient encore datés de la quatrième année de son Règne, & par conséquent ils le reconnoissoient encore pour leur Roi; il ne tenoit qu'à eux de s'instruire s'il étoit vrai qu'il eût réellement abdiqué le Gouvernement: ils tenoient entre leurs mains la preuve du contraire. Ainsi l'insulte caractérisée qu'ils firent à ce Prince de ne vouloir pas écouter ses raisons, les rendoit à juste titre recusable, & portoit une si forte empreinte de fureur & d'animosité, qu'on ne peut regarder tout ce qu'ils osèrent entreprendre, que comme l'effet d'une cabale furieuse; & par cela même on ne sauroit imputer à la Nation les injustes démarches de ses Représentans.

On a beau alléguer que la retraite hors du Royaume pouvoit être regardée comme un abandon & une abdication de la Couronne, & qu'ainsi la Nation étoit autorisée à se choisir un nouveau Roi. Ce prétexte ne peut paroître que frivole à ceux qui ont les premiers principes du raisonnement. Appellera-t-on abandon volontaire la retraite forcée d'un Prince qui se sauve des mains de son ennemi, ou qui prend la fuite pour éviter les horreurs d'une prison perpétuelle? A ce compte le dernier Empereur *Charles VII.* devoit être censé avoir abdiqué par deux fois le gouvernement de ses Etats, lorsque pour éviter de tomber entre les mains de la Reine de Hongrie, il fut obligé d'en sortir & de les laisser à la discretion de son Ennemie. Ses Sujets avoient donc alors droit de déclarer son Siège Electoral vacant, & de lui nommer un Successeur. A ce compte encore la retraite forcée du Roi de Pologne hors de ses Etats de Saxe, pour ne pas tomber entre les mains du Roi de Prusse, doit passer pour une abdication, & les Etats de son Pays sont légitimement autorisés à remplir son Siège, comme vacant par l'abandon du Prince. Il est honteux pour notre Nation que dans une Assemblée composée de Membres choisis dans toutes les Provinces, parmi tout ce qu'il y a de plus

plus distingué, il s'en soit trouvé un si grand nombre qui aient été capable de faire un si pitoyable raisonnement. Quelle idée pourront avoir les Peuples étrangers de notre manière de penser, lorsqu'ils verront les personnages les plus distingués parmi nous raisonner si inconséquemment, ou ce qui est encore plus hon-
 reux, faire violence au sens commun, & sacrifier toutes les lumières de la raison à la basse complaisance d'entrer dans les vûes ambitieuses du Prince d'Orange? Qu'il seroit à souhaiter pour notre honneur que nos Annales ne conservassent pas la mémoire d'un si prodigieux renversement de cervelle, ou d'une si effroyable corruption de cœur! En effet, qui a jamais trouvé extraordinaire la fuite d'un Prince vaincu devant un Ennemi supérieur & victorieux? Le Prince d'Orange étoit en guerre ouverte avec le Roi Jacques. Ce point ne sauroit être douteux, après l'aveu qu'il en fait lui-même. Car sur la proposition qu'on lui fit de reloger le Roi à Breda, pour le dérober aux yeux du Peuple qui pourroit peut-être s'émouvoir de compassion à la vûe d'un Roi infortuné, & se mutiner pour obtenir sa délivrance, son Altesse ne voulut pas y consentir. Elle ne nioit pas que l'avis ne fût bon, mais elle dit qu'il n'étoit point praticable. Les motifs qui m'ont amené ici, ajouta le Prince, sont si justes, que je ne risque rien à faire une bonne guerre au Roi: mais je connois assez bien la Princesse mon épouse, pour être certain qu'elle ne souffrira jamais qu'on attente à la liberté de son père. Cet état de guerre ouverte dont le Prince convient lui-même avant l'Assemblée de la Convention, étoit une raison légitime au Roi Jacques de prendre la fuite, sur-tout après la désertion de son Armée, & il falloit être possédé d'un esprit de vertige pour lui en faire un crime. Toute la conduite même du Prince d'Orange ne prouvoit-elle pas cette guerre actuelle qu'il faisoit à son beau-père? L'arrêt qu'il fit du Comte de Feversham, Général du Roi Jacques, qui venoit de la part de ce Roi pour lui faire des propositions d'accommodement, ne laisse aucun lieu d'en douter. Le Prince le fit constituer prisonnier sous prétexte qu'il étoit venu sans Passeport: ce qu'il n'auroit jamais fait, s'il ne s'étoit point regardé comme étant en guerre avec le Roi Jacques, puisqu'il étoit incontestable que hors le cas de guerre, les Passeports n'étoient pas nécessaires pour aller & venir librement dans toute l'étendue du Royaume.

Comme c'est ici le point décisif & le fondement de toutes les procédures irrégulières qui ont suivi, qu'il nous soit permis de

Burnet, Hist.
 du Roi Jacques,
 p. 425. & suiv.

nous

nous y arrêter encore un moment ; puisque s'il est une fois constant que le Roi *Jacques* n'avoit pas abdiqué le Gouvernement, toutes les délibérations de cette première *Convention*, & celles des Parlemens suivans qui dériveroient de celle-ci, deviennent nulles & illégales. Or peut-on en douter, après les preuves qui résultent de la conduite de ce Roi ? Sa première retraite auroit dû plutôt être regardée comme un abandon du Gouvernement & comme une abdication de la Couronne, parce qu'alors le Prince d'*Orange* n'avoit encore formé aucune entreprise sur la personne de ce Prince, & qu'il étoit encore incertain s'il venoit en qualité d'ami ou d'ennemi. Cependant cette retraite fut si peu regardée par la Nation comme une *abdication*, qu'elle fut au-devant de lui, lorsqu'il se vit obligé de retourner dans sa Capitale, avec des acclamations semblables à celles d'une première entrée. Le Prince d'*Orange* fut très-mécontent de ces démonstrations de joye de la part du Peuple. Il en fit ses plaintes au Conseil ; & pour prévenir l'obstacle que la présence du Roi pouvoit apporter à ses projets, il lui envoya signifier l'ordre de se retirer sous une garde qu'il lui envoya. S'il est donc vrai que cette première retraite ne porta aucun préjudice aux droits du Roi *Jacques*, la seconde lui en apporta encore moins, parce que la première fuite étoit volontaire & avant aucun acte marqué d'hostilité ; la seconde au contraire étoit forcée, & après un traitement des plus rigoureux ; après un traitement qu'il n'auroit pas même reçu de ses plus mortels ennemis, puisqu'il n'y a pas de Prince qui eût eu l'impolitesse de le chasser de son Palais, & qui n'eût pas gardé avec lui les bienséances observées entre les Souverains. Depuis son retour dans sa Capitale, le Roi *Jacques* n'avoit donné aucun sujet de plainte. Ni les griefs qu'on lui avoit ci-devant imputés, ni sa fuite n'avoient pas empêché qu'on ne le reconnût pour le Roi légitime, & qu'on ne lui rendît les honneurs dûs à son rang. Par quel tour d'imagination, ou pour mieux dire, par quel travers d'esprit a-t-on pû supposer que sa seconde retraite l'avoit fait déchoir de sa Dignité, & avoit rendu son Trône vacant ? Certainement l'histoire d'aucun Peuple ne nous fournit aucun exemple pareil, & l'on peut dire qu'une telle décision étoit un phénomène réservé à notre siècle & à notre climat.

Mais puisque cette décision a eu un fondement si peu solide ; puisque cet abandon prétendu du Gouvernement étoit un fait
notoirement

notoirement faux ; puisque cette abdication supposée de la Couronne & cette vacance du Trône étoient des impostures grossières, qu'en conclure, sinon que tous les Actes qui ont été la suite & les effets de cette fausse supposition, sont de plein droit nuls, irréguliers & illégitimes ? Si le Roi *Jacques* n'avoit pas abandonné volontairement le Gouvernement, il étoit faux qu'il eût abdicqué : s'il n'avoit point abdicqué, son Trône n'étoit point vacant : si son Trône n'étoit point vacant, on ne pouvoit point le remplir, à moins qu'on ne lui eût fait juridiquement son procès, & qu'on ne l'eût légitimement condamné. Si l'on n'a fait ni l'un ni l'autre, jamais entreprise n'a été plus illégale que celle de lui substituer un Successeur étranger. Tout est donc injuste & irrégulier dans cette procédure. A la considérer du côté de ceux qui s'en faisoient les Juges, ils étoient incompétens, & n'avoient aucun pouvoir légitime. A la considérer du côté des motifs, ils étoient faux & illusoires. A l'envisager du côté des formes prescrites, on n'en observa aucune, & il semble même qu'on affecta de les violer toutes. Seroit-il possible de reconnoître pour le jugement de la Nation une décision si monstrueuse & si informe ? Non, MYLORDS ET MESSIEURS, vos lumières sont trop pures, votre équité est trop connue, pour que nous ayons lieu de craindre de votre part la moindre approbation de toutes ces irrégularités. Nous nous flattons au contraire, & nous osons le requérir au nom de la Nation, que vous ferez une severe vengeance de l'outrage qui lui a été fait de lui attribuer un si indigne jugement, & que vous apprendrez par votre Arrêt à ceux qui la représenteront dans la suite des siècles, à respecter les loix, & à ne pas s'écarter des formes prescrites pour les procédures légitimes.

Mais si les délibérations de la *Convention* sont injustes à l'égard du Roi *Jacques*, elles sont d'une injustice bien plus notoire encore à l'égard du Prince de *Galles* son fils. Pour colorer l'Arrêt rendu contre le Roi *Jacques*, on alleguoit contre lui des griefs, vrais ou faux, il n'importe ; c'étoit toujours des griefs qui servoient de prétexte à l'injustice commise à son égard. Il avoit, disoit-on, violé le contrat original ; il avoit abandonné le Gouvernement ; il avoit abdicqué la Couronne ; il laissoit le Trône vacant par sa retraite. Le Gouvernement d'un Prince Catholique ne pouvoit point s'accorder avec un Etat Protestant. Aucun de ces frivoles prétextes ne pouvoit s'appliquer au Prince de *Galles*. Son droit étoit re-

Quatrième Suite.

F connu

connu de toute la Nation. Les Seigneurs, en votant que le Roi Jacques avoit abandonné le Gouvernement, refuserent de déclarer le Trône vacant, parce qu'ils le supposoient rempli de droit par le Prince son fils. Telles étoient leurs idées avant la menace du Prince d'Orange de tout abandonner. Mais après cette menace elles changerent d'objet. Le Trône qu'ils avoient déclaré rempli, étoit devenu vacant, parce qu'il plaisoit ainsi au Prince d'Orange. Ce ne fut donc que l'envie inexcusable de faire leur cour qui leur fit changer leur Vote. Dans leurs premières idées, le Prince de Galles étoit leur Roi légitime; c'est pourquoi le Trône n'étoit point vacant. Selon les idées inspirées par la crainte, le Trône étoit vacant, & par conséquent il étoit en leur pouvoir d'en disposer en faveur de qui il leur plairoit. La disposition qu'ils en firent fut, à proprement parler, une élection; car quoiqu'ils associaient à la Royauté la Princesse Marie, fille aînée du Roi Jacques, comme ils défererent aussi pour toute sa vie la Couronne au Prince d'Orange qui n'y avoit aucun droit prochain, ils ne purent le faire qu'en vertu du droit d'élection qu'ils s'attribuerent; & par cette démarche extraordinaire ils abolirent le droit héréditaire, & le rétablirent en même tems. Ils l'abolirent par l'élection du Prince & de la Princesse, & ils le rétablirent en déclarant que la Couronne passeroit à leurs Enfants, & à leur défaut à la Princesse Anne & à ses Enfants légitimes, sauf à la postérité de faire telles dispositions qu'elle aviseroit bon être, suivant l'exemple qu'ils venoient de lui en donner.

Mais après avoir reconnu dans leurs premières délibérations le jeune Prince de Galles pour leur Roi, qu'en faire? La menace du Prince d'Orange de tout abandonner ne donnoit aucune atteinte à son droit déjà reconnu. Le cas étoit embarrassant. L'exclure! cela n'étoit pas possible. Son droit venoit d'être discuté, & il avoit été trouvé légitime. Il ne leur restoit qu'une voye, qui étoit d'accréditer les soupçons qu'on avoit répandus sur sa naissance. Le Prince d'Orange en avoit parlé dans son Manifeste, & avoit promis d'adhérer à tout ce que le Parlement statuerait sur ce point. Il étoit donc indispensable de l'examiner. Il y en eut en effet qui en firent la proposition. Mais d'autres plus raffinés firent faire cette réflexion, que comme on n'auroit point d'assez fortes preuves à alleguer pour détruire cette naissance, l'examen qu'on en feroit ne serviroit qu'à confirmer

la possession d'Etat de ce Prince. Or, cette possession d'Etat une fois reconnue, il n'étoit plus possible de ne pas lui déferer la Couronne, puisqu'on ne pourroit rien alleguer contre lui qui l'eût rendu indigne. Il n'y avoit donc d'autre moyen pour sortir d'embarras, que de n'en faire aucune mention. Mais quel prétexte donner à ce silence? On n'en put trouver d'autre que celui que leur fournit le transport qu'on avoit fait de ce Prince dans un Royaume étranger. Pour faire plus d'impression, il falloit exagérer ce transport par tout ce qui pourroit le rendre odieux. Aussi n'y manqua-t-on pas. On le taxa de soustraction & d'enlèvement furtif. C'étoit un transport dans un Pays de tout tems ennemi de la Grande-Bretagne & de la Religion Protestante: dans un Pays où il succeroit avec le lait la haine de notre Religion, & l'amour d'une domination despotique: dans un Pays où s'il venoit à mourir, on en pourroit supposer un autre, sans qu'il fût possible de prouver la supposition: dans un Pays où l'on avoit eu soin d'emmener toutes les personnes qui auroient pu servir de témoins contre sa naissance: qu'ainsi il ne falloit point s'en mettre en peine, & qu'on devoit le regarder comme s'il n'avoit jamais existé par rapport à la Nation. Voilà un changement bien subit & un langage bien différent. Il n'y a qu'un moment que cet Enfant, à présent si digne d'oubli, étoit regardé dans la Chambre des Seigneurs comme l'héritier immédiat du Trône, comme le vrai & légitime Roi; & en conséquence il falloit lui nommer un Tuteur qui gouvernât en son nom: & dans cette même Chambre, si-tôt que le Prince d'Orange a menacé de tout abandonner, cet Enfant, pour les intérêts duquel on venoit de se brouiller avec la Chambre Basse, devient digne de tout oubli, par la raison qu'il a été transporté dans un Royaume ennemi. Mais n'y avoit-il pas été transporté lors de la première Délibération? Etoit-ce du depuis que ce transport s'étoit fait? Quel prodigieux bouleversement la crainte & la complaisance ne font-elles pas capables de faire dans les idées des hommes! Avant la menace du Prince d'Orange, cet Enfant transporté dans un Royaume ennemi, étoit notre vrai & légitime Roi; c'étoit en son nom que le Royaume devoit être administré; on ne craignoit point qu'il y succât la haine de notre Religion & de nos libertés; on n'appréhendoit point qu'on en substituât un autre en sa place, au cas qu'il vînt à y mourir. Sans doute qu'on se proposoit de le redemander, & qu'on se

flattoit de l'obtenir. Après la menace *ce, c'est toute autre*
chose. Des droits incontestables deviennent doreux, indignes
même qu'on en fasse mention. L'eût-on rapporté dans *le même*
moment, il auroit été incertain si ç'auroit été le même Prince. Il
auroit succé dans ce peu de séjour une haine implacable contre
notre Religion, & un amour dominant pour la tyrannie. A l'âge
de six mois, les impressions que l'air contagieux de ce climat
auroit faites sur ses tendres fibres, auroient été ineffaçables; &
jamais le doux commerce qu'il auroit eu avec ces rares génies
qui raisonnoient si conséquemment sur son état, n'auroit pu dé-
truire les mauvaises habitudes qu'il y auroit contractées.

A la vûe d'une si prodigieuse multiplication de procédures ir-
régulières, qui ne seroit saisi de la plus vive indignation; & notre
ministere pourroit-il ne pas s'élever contre une prévarication si
énorme? Ne seroit-ce pas trahir la confiance que la Nation a en
notre intégrité, si nous gardions le silence dans une occasion où
le corps de la Nation est si fort intéressé & a été si visiblement lezé
& outragé? C'est donc par le seul motif de satisfaire à notre
devoir, que nous requérons que tous ces Actes, Procédures,
Bils, Votes, Adresses, & autres instrumens quels qu'ils soient, &
sous quelque nom qu'ils aient été portés, soient cassés & déclarés
nuls, irréguliers, illégitimes & de nul effet & valeur; qu'il soit
procédé selon la rigueur des Ordonnances contre les auteurs,
fauteurs & complices des excès & mauvaises pratiques mises en
usage pour dépouiller de la possession de la Couronne le Roi
Jacques II. de glorieuse mémoire, notre légitime Souverain, &
pour exclure de sa succession très-haut & très-puissant Prince
Jacques son fils légitime, Prince de *Galles* & héritier nécessaire
& immédiat de tous les droits de la Maison Royale des *Stuarts*:
en conséquence, lui adjuger la Couronne des trois Royaumes de la
Grande-Bretagne, comme lui appartenant de plein droit & en
vertu de sa naissance: qu'il soit informé contre les auteurs & dis-
seminateurs de l'horrible imposture & calomnie répandue contre
la légitimité de sa naissance, afin qu'à notre poursuite & diligence
le procès leur soit fait & parfait, comme pour crime de haute
trahison au premier chef: qu'il soit pareillement informé & pro-
cédé, selon toute la rigueur des Bils parlementaires, contre ces
sacrileges parricides qui osèrent en 1701. porter un Bil d'*Attein-*
der contre la personne du Prince de *Galles*, héritier légitime du
Roi *Jacques* son Pere en vertu de sa naissance, à cause qu'après
le

il avoit pris la qualité de
c annuler ledit prétendu
par la main du Bourreau
qui ont eu part aux diffé-
a personne & la vie dudit
à tête & celle des Princes
les à toute sorte de per-
enter contre leur personne

ce, que nous la protection & sauve-garde.
Mais comme se trouve actuellement occupé par
un Détenteur injuste, qui n'a d'autre titre que la volonté d'un
certain nombre de Factieux, lesquels animés & soutenus par les
intrigues & le crédit du Prince d'Orange, appellerent en 1701. la
Maison de *Brunswick-Hanovre* à la succession à la Couronne de la
Grande-Bretagne, au préjudice des droits de l'héritier légitime
de la Maison Royale des *Stuarts*, nous ne pouvons nous dispenser
de requérir que le Détenteur de notre Couronne soit incessam-
ment obligé & contraint, par toutes voyes justes & raisonnables,
de déguerpir incessamment & immédiatement après la notifica-
tion de l'Arrêt de la Cour: pour quoi faire lui sera accordé un
terme court & suffisant, tel qu'il plaira à la Cour d'arbitrer, passé
lequel terme il sera enjoint à tous les Habitans des trois Royau-
mes de lui courir sus, comme contre un ennemi déclaré & per-
turbateur du repos public; & si passé ledit terme il est surpris,
lui ou quelqu'un de sa famille, dans l'étendue des Domaines de
la Grande-Bretagne, qu'il soit appréhendé au corps & livré à
la Justice, pour être puni de telle peine qu'il plaira à la Nation
de décerner. L'Arrêt que la Cour prononcera contre ledit Dé-
tenteur, ne scauroit être taxé d'injustice, ni de trop grande sé-
verité, attendu qu'il est d'usage chez toutes les Nations de pour-
suivre à toute outrance les Usurpateurs de la Couronne, com-
me des Tyrans & Oppresseurs indignes de la protection des Loix.
Cette qualité d'Usurpateur lui est incontestablement due, du
moment que la Nation reconnoît un Roi légitime, qui est tel de
droit & par sa naissance. La possession qu'il allégué en sa faveur
ne scauroit lui avoir acquis aucun droit, puisqu'elle n'a été ni
légitime, ni sans interruption, vû les fréquentes réclamations que
l'héritier légitime a faites de son Trône. On ne peut pas mên
dire qu'il ait été possesseur de bonne foi, puisque ce titre ne ve-
vient qu'à celui qui tient un bien de la main de celui qui véri-
blem

blement n'en est pas le propri
de regarder comme le vér.
titre juste & capable de lui en
possessor est qui rem habet à no
bis, ex justā causā & idonā d
l'Electeur d'Hanovre tien
semblée soi-disant parleme.
propriétaire, & qui en avoit e.

teur d'Hanovre ne pouvoit pas igno

on. L.

e Assemblée

n'avoit pas le droit de disposer de notre Couronne, puisqu'elle
n'a jamais passé pour élective. Ainsi il ne pouvoit la regarder ni
comme propriétaire, ni comme tenant lieu de propriétaire. Et
à quel titre l'a-t-il obtenue? Est-ce par succession légitime, par
donation, par achat, par échange, ou par quelque autre titre qui
ait la vertu de transporter la propriété? Nullement: c'est par un
droit usurpé d'élection, lequel ne sçauroit être un titre légitime
dans un Pays de droit héréditaire. Ainsi, outre que son titre est
viciieux, il a de plus le défaut de n'avoir point pû lui transporter
la propriété: ce qui est pourtant essentiel à la possession de bonne
foi. Cela étant, s'il n'est pas possesseur de bonne foi, il est hors de
doute qu'il est obligé à la restitution des fruits perçus depuis sa
possession; telle étant la nature de la possession de mauvaise foi,
qu'elle ne sçauroit acquerir les fruits au possesseur injuste, & qu'il
est obligé à leur restitution. Quoique la détention illégitime que
fait l'Electeur d'Hanovre de notre Couronne, mérite cette peine;
cependant nous estimons qu'à cause de l'honneur qu'il a eu de
commander à la Nation, elle peut par grace, & sans tirer à con-
séquence, le dispenser de cette restitution jusqu'au jour de l'Arrêt
de la Cour, & lui permettre de retenir le nom de Roi, qu'il a
porté parmi nous, & dont le titre a été reconnu en sa personne
par tous les Princes de l'Europe; mais à la charge & condition
qu'à ce titre de Roi que la Nation lui permettra de conserver, il
ne joindra point la qualité de Roi de la Grande-Bretagne, &
que cette qualité de Roi s'éteindra avec lui à son décès, sans
qu'elle puisse passer à ses héritiers & successeurs ou ayans cause,
& sans que ledit titre puisse porter aucun préjudice aux droits de
re gracieux Souverain Jacques III. & à la postérité.

Un autre point auquel il est important de pourvoir, & qui
tient notre ministère, c'est l'entrée des Troupes étrangères
les Pays de la Domination Britannique. Le Roi Georges &
ses

N
lian.
que
rité,
défense

au secours du ... de.
mes ; qu'il soit informé contre les Aut.
troduction desdites Troupes, & envoyé
lieu de leur passage pour dresser procès ve
temens, & prendre contr'elles telles conc
tiendra.

Il se présente un autre objet qui intéresse l.
mérite l'attention de notre ministère. Nous vo.
l'opinion généralement répandue dans les trois Ro.
divertissement & transport annuel de l'argent du R.
des deniers publics dans un Pays étranger. Les murm
uueils du Peuple, & les plaintes réitérées des Comm
la Capitale sur cet enlèvement des richesses de l'Etat
richissement d'une Nation, qui, quoique sujette du Ro
ne fait point partie des Peuples de la Grande-Bretagne
notre vigilance à faire toutes les recherches possibles.

...re légitime pour nos possesseurs, de
...us cette usurpation? Sera-ce une Anar-
...ement illégitime à la vérité dans son prin-
...gitime par rapport à la Nation, eu égard à
...forcée d'y obéir? Pour vous communiquer
...s vous priérons de distinguer entre la Dignité
...etentours de notre Couronne ont usurpée, &
...ouvernement dont ils se sont emparés. Quant à la
...ie, il est hors de doute qu'elle ne pouvoit légitime-
...enir aux Usurpateurs, quoiqu'ils s'en fussent parés
...s, & que cette qualité eût été reconnue en eux, par
...partie de force par les Peuples de la Grande-Breta-
...ar tous les autres Peuples de l'Europe. Notre Consti-
...scauroit admettre deux Rois actuels. Nous en ayons
...ne par le droit de la naissance. Celui que la violence
...nous



